

fonction publique

CGFP
Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

numéro 223
septembre/
octobre 2012
44^e année
paraît 6 fois par an

Du fil à retordre

En politique comme dans la vie, il y a des moments où des problèmes ardu surgissent et des décisions importantes sont à prendre, parfois lourdes de conséquences pouvant mettre en jeu le bien-être voire l'avenir du pays. Souvent, ces casse-tête n'arrivent pas seuls et l'atmosphère ambiante devant la gravité de la situation s'y trouve chargée d'incertitudes et de tensions nationale et internationale. Un certain recul et un nouveau regard sur la réalité problématique permettent alors de retrouver la sérénité et la lucidité nécessaires pour chercher des solutions appropriées.

Telle est notre situation après la pause d'un été mi-figue mi-raisin à la rentrée qui s'annonce bien chargée avec tous les grands dossiers à traiter et les décisions importantes à prendre durant l'année à venir, avant que ne s'embrase le climat politique à l'approche des prochaines élections. La crise économique et financière dans la plupart des pays a métastasé au niveau européen, en crise de l'Euro à la suite de la plongée de la Grèce et des dérapages espagnol et italien et de qui encore? et de ce fait assombrit également notre horizon national.

Le vote du budget 2013 relancera les discussions sur le difficile équilibre à trouver entre la rigueur – d'aucuns diront l'austérité – budgétaire, le maintien du pouvoir d'achat et la nécessité de relancer la croissance. Le fléau du chômage et des emplois précaires compromet le sort des plus démunis et évoque inévitablement le spectre de la pauvreté, en expansion latente au sein de notre société de bien-être, un défi pour le sens de la solidarité sociale et nationale.

La réforme des pensions concerne toutes les couches sociales et toutes les générations, les actifs et les retraités, jeunes, moins jeunes et vieux. C'est un projet très sensible qui ne peut être évacué au pas de course. D'un côté, il ne faut pas enlever aux jeunes des perspectives d'avenir prometteuses, ni démotiver les actifs à mi-chemin, ni priver les retraités de ce pourquoi ils ont travaillé dur toute une vie, avec très

longtemps un salaire de pitance. Reste à abolir en fin de compte la discrimination qui dénie à la Fonction publique l'accès à une pension complémentaire. Combien de temps encore cherchera-t-on des explications bidon pour faire perdre d'une façon gratuitement vexatoire ce coup bas d'un passé pas si lointain?!

D'autres gros morceaux à aborder et à voter sont la réforme du statut de la Fonction publique en général et des carrières sectorielles en particulier ainsi que les accords salariaux entre gouvernement et CGFP, le tout ficelé dans un paquet de projets cyclopiens de plus de mille pages, dont le seul volume ne facilitera certainement pas l'évacuation sans heurts. Si la CGFP a accepté de reculer l'application des accords salariaux de deux années, elle l'entend comme sa contribution à la solution de la crise, la dernière! Quant aux réformes intéressantes plus particulièrement les organisations sectorielles, le gouvernement serait bien inspiré de chercher, dans l'intérêt de tous, des solutions consensuelles avec les agents concernés.

En matière de réforme constitutionnelle, il serait temps d'en arriver à un compromis entre les vues des trois institutions concernées, Parlement, Conseil d'État et Gouvernement, sur le rôle du Grand-Duc dont les pouvoirs ne pourront être réduits jusqu'à ne lui laisser que le rôle d'une ombre dans le processus législatif et exécutif. Son prestige à l'étranger en pâtirait au grand dam du pays. Comme il s'agit d'une réforme fondamentale, la question reste posée s'il suffit d'un vote du Parlement ou s'il faut recourir à un référendum pour l'approuver. Le rôle de la monarchie pour assurer l'unité nationale face à des situations dangereuses internes ou externes n'est plus à prouver, un atout majeur dans l'intérêt supérieur du pays qu'il faut respecter.

Un autre grand chantier de réforme ouvert depuis la législature passée est celui de l'enseignement. Comme il s'agit là de l'avenir de nos jeunes, et donc du pays tout court,



Impulse in wichtigen Gesellschaftsfragen

Als national repräsentative Berufsorganisation bezieht die CGFP regelmäßig Stellung zu Themen, die weit über die Interessen des öffentlichen Dienstes hinausreichen. Dazu gehören etwa Überlegungen zu einer wohlverstandenen Familienpolitik, die nach Dachstellung der CGFP Bestandteil einer allgemeinen Sozialpolitik sein muss. In Anlehnung an die im CGFP-Aktionsprogramm enthaltenen Denkanstöße und Forderungen möchte „fonction publique“ in einer mehrteiligen Beitragsserie die Haltung der CGFP zu wichtigen Themenbereichen darlegen, ohne dabei allerdings den Anspruch auf Vollständigkeit zu erheben. Eine erste Auswahl finden interessierte Leser auf den Seiten 3 und 4.

la plus grande circonspection est de rigueur. Nous sommes un petit pays dans une grande communauté européenne et internationale, une petite minorité. Or, l'histoire nous enseigne par de multiples exemples qu'une minorité, pour ne pas sombrer et disparaître mais pour s'affirmer et survivre, doit s'imposer une éducation plus exigeante que la majorité ambiante. Il faut qu'elle ne soit pas seulement l'égale mais même meilleure que celle des autres. Donc nous ne devons pas faire de concessions ni d'entorses au niveau des études, bien au contraire. Le récent classement des meilleures universités du monde effectué par l'université de Shanghai en dit long quand on regarde de près les résultats américains, chinois, français et autres ...

Nous devons produire une élite qui entraîne les autres et mobiliser en même temps tous les moyens pour permettre à la majorité de passer la barre de la réussite; notre compétitivité et notre cohésion nationales sont à ce prix. En clair, cela signifie qu'il faut, avec les enseignants concernés, évaluer sous cet angle l'enseignement fondamental et en tirer les conséquences qui s'imposent. Au niveau secondaire, il faut simpli-

fier l'offre des sections existantes et non pas chambarder le tout sans égards pour les acquis positifs. Enfin et surtout, il faut absolument maintenir et même renforcer l'enseignement des langues, l'atout majeur de notre pays par rapport à nos partenaires européens qui ont fini par entrer dans la même voie.

Il est étonnant à quel point on a deux poids, deux mesures selon qu'il s'agit du sport ou de l'éducation. Les sportifs, pour réussir, se soumettent à une discipline rigoureuse, à un entraînement régulier et poussé, paient de leur personne et essaient de gagner. Le monde de l'éducation, c'est-à-dire du sport intellectuel, semble toujours croire qu'on peut apprendre sans effort, en jouant. Pour éviter le syndrome du Titanic, il serait temps de se raviser et de prendre exemple sur les vrais sportifs.

Nos parlementaires auront par conséquent du pain sur la planche et, sous l'œil vigilant des forces vives de la nation, devront en âme et conscience voter des lois fondamentales qui engageront durablement le pays avant qu'ils ne se représentent à leur tour au verdict des urnes.

Emile HAAG

**fonction
publique**

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu

Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30

La reproduction d'articles, même par extraits, n'est autorisée qu'en cas d'indication de la source.

Les articles signés ne reflètent pas nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

Impulse in wesentlichen Gesellschaftsbereichen

Als national repräsentative Berufsorganisation bezieht die CGFP regelmäßig Stellung zu Themen, die weit über die Interessen des öffentlichen Dienstes hinausreichen

Seit mittlerweile mehr als vier Jahrzehnten setzt sich die CGFP, als Nachfolgeorganisation der 1909 gegründeten AGF („*Association générale des fonctionnaires*“), mit viel Engagement für die sozialen, materiellen, moralischen und dienstrechtlichen Belange der öffentlichen Bediensteten ein. Und das mit recht großem Erfolg, wie die über 28.000 CGFP-Mitglieder und deren Familienangehörigen ja wissen. Als ideologisch neutrale und parteipolitisch unabhängige Berufsorganisation verstand sich die CGFP von Anfang an als „gewerkschaftliches Zuhause“ aller im öffentlichen Dienst Beschäftigten, „die vereinende Kraft, die den sozialen Besitzstand verteidigt und den Fortschritt gewährleistet.“ Im Mittelpunkt der Gewerkschaftsaktion standen und stehen dabei noch immer die Absicherung hart erkämpfter Rechte sowie die Fortführung einer kontinuierlichen und dynamischen Einkommenspolitik hin zu einer beruflichen Besserstellung.

Dass die CGFP bei all dem auch die nationalen Interessen niemals aus dem Auge verloren hat, ist ebenso wahr. Zu den unterschiedlichsten Themenfeldern hat sich die CGFP, als alleinige national repräsentative Berufsorganisation für den öffentlichen Dienst, immer wieder zu Wort gemeldet und entscheidende Impulse in Form von öffentlichen Stellungnahmen, Pressemitteilungen, Memoranden oder Gesetzesvorschlägen gegeben – und das zu Themen, die weit über die Interessen des öffentlichen Dienstes hinausreichen.

Anregungen zu den unterschiedlichsten Themenfeldern beinhaltet in leicht überschaubarer Form das alljährlich von der CGFP-Vorstandskonferenz, dem höchsten CGFP-Gremium, gutgeheißene Aktionsprogramm der CGFP. In Anlehnung an die darin enthaltenen Denkanstöße und Forderungen möchten wir im Folgenden die Haltung der CGFP zu wichtigen Themenbereichen darlegen, ohne dabei allerdings den Anspruch auf Vollständigkeit zu erheben. Eine Auswahl:

Für eine kontinuierliche Gehälterpolitik

In Sachen Gehälterpolitik setzt sich die CGFP für eine kontinuierliche Lohnentwicklung ein, mit dem Ziel, einen qualitativ hochwertigen und damit wettbewerbsfähigen öffentlichen Dienst zu gewährleisten. Dazu gehören etwa die regelmäßige Anpassung der Gehälter und Pensionen an die Lebenshaltungskosten, aber auch eine Harmonisierung der unterschiedlichen Besoldungsordnungen (inklusive aller Zulagen) im öffentlichen Bereich, dies auf der Grundlage des vorteilhaftesten Systems, ganz nach dem Grundsatz „einer Gleichstellung mit den Gleichgestellten“ („*assimilation aux assimilés*“).

Die Einführung einer Zusatzpension für öffentlich Bedienstete (nach den Regeln des sogenannten zweiten Pfeilers der Altersvorsorge) gehört ebenso zu den in diesem ersten Kapitel von der CGFP verteidigten Prinzipien. Der explizit im 99^{er} Gesetz festgeschriebene Ausschluss des öffentlichen Dienstes von der Möglichkeit auf eine solche Zusatzpension bleibt nach der festen Überzeugung der CGFP verfassungswidrig und verlangt ein schnelles Handeln, ganz im Sinne des für alle Bürgerinnen und Bürger geltenden Gleichheitsprinzips vor dem Gesetz. Für die CGFP aber scheint der politische Wille dazu auch 13 Jahre nach Inkrafttreten des Gesetzes betreffend die Zusatzpensionsregime noch immer



Eigentümer einer Wohnung oder eines Wohnhauses zu sein, vermittelt in der Tat ein Gefühl von Sicherheit, Unabhängigkeit und Ausgeglichenheit. Darüber hinaus erweist sich der Eigenheimbesitz mehr und mehr als sichere Geldanlage.

zu fehlen. So einfach hinnehmen will die CGFP diesen Umstand allerdings nicht und verlangt die unverzügliche Außerkraftsetzung des entsprechenden Paragraphen aus dem Gesetz.

Verwaltungsreform einfach gemacht

Ganz im Sinne einer effizienten Verwaltungsreform steht die CGFP zunächst einmal ein für eine angemessene Aus- und Weiterbildung der verantwortlichen Leitern sowie für eine gezielte Information und Einbindung des gesamten Personals bei wichtigen Entscheidungen. Durch eine regelmäßige Überprüfung und Anpassung der staatlichen Strukturen soll der öffentliche Dienst weitgehend entbürokratisiert werden. Ebenso spricht sich die CGFP nachdrücklich gegen jedweden Privatisierungsversuch von Bereichen aus, die von ihrer Ausrichtung her in staatliche Hand gehören. Eine kategorische Abfuhr erteilt die CGFP schließlich der Umwandlung von staatlichen Dienststellen in öffentliche Einrichtungen („*établissements publics*“).

Sicherheit am Arbeitsplatz

Für die CGFP ist es nur normal, dass der Arbeitgeber Staat alles daran setzt, damit die geltenden Bestimmungen bezüglich einer bestmöglichen Sicherheit am Arbeitsplatz auch angewandt werden. Um dies zu erreichen, müssen laut CGFP die Zuständigkeiten der eigens dafür ins Leben gerufenen staatlichen Dienststelle erst einmal erweitert werden. Dann spricht sich die CGFP für genügend Personal und ausreichende Kredite aus, auf dass diese Dienststelle ihre Aufgaben auch zufriedenstellend erfüllen könne. Und schließlich rät die CGFP zu vorbeugenden Maßnahmen, um das Risiko eines Arbeitsunfalles von vornherein zu minimieren.

Familien- und Sozialpolitik

Eine wohlverstandene Familienpolitik muss nach Darstellung der CGFP Bestandteil einer allgemeinen Sozialpolitik sein. „*Elle a pour objet le bien-être des familles: elle doit d'abord créer les conditions qui sont nécessaires à la famille pour donner à chacun de ses membres, parents et enfants, les possibilités de développer pleinement ses capacités en tant qu'individu et en tant que membre de la société*“, lesen wir hierzu im CGFP-

Aktionsprogramm. Dies erfordert auf mehrere Jahre ausgelegte Programme mit als Zielsetzung einer Verbesserung der wirtschaftlichen Verhältnisse von Familien mit Kindern. Eine Maßnahme kann beispielsweise eine wesentliche Senkung der Wasser-, Gas- und Strompreise für kinderreiche Familien sein. Parallel dazu befürwortet die CGFP u.a. die Zuerkennung einer steuerfreien Urlaubszulage und die Einführung von zusätzlichen Urlaubstagen für Eltern von Kleinkindern. Während für Senioren weitere Begegnungsstätten gefordert werden, soll jüngeren Beschäftigten eine Sonderausbildung ermöglicht werden, die sie auf ihre künftigen Aufgaben und Verantwortlichkeiten innerhalb ihrer Familie vorbereite.

Zugang zum Eigenheim

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch eines jeden. Eigentümer einer Wohnung zu sein, vermittelt in der Tat ein Gefühl von Sicherheit, Unabhängigkeit und Ausgeglichenheit. Darüber hinaus erweist sich der Eigenheimbesitz mehr und mehr als sichere Geldanlage, insbesondere im Vergleich zu anderen Anlageformen.

Bedauerlicherweise bleibe der Ankauf einer Wohnung bedingt durch die ständig steigenden Lebenshaltungskosten für viele Interessenten „ein frommer Wunsch“, lesen wir im CGFP-Aktionsprogramm. Und gerade schon aus diesem Grunde sei der Staat gefordert, den Zugang zum Eigenheim durch eine ganze Reihe von Sozialmaßnahmen zu fördern.

Die CGFP-Mitglieder wissen, dass gerade der Wohnungsbau und der Zugang zum Eigenheim Themen sind, die der CGFP seit jeher besonders am Herzen liegen. So kam es auch nicht von ungefähr, dass die CGFP bereits im Jahre 1977, vor mehr als 30 Jahren also, eine enge Kooperation mit dem Beamtenheimstättenwerk BHW einging, um CGFP-Mitgliedern Geldmittel zum Wohnungsbau zu günstigen Bedingungen zu vermitteln. Diese Zusammenarbeit mit BHW konnte bis heute über die unter der Verantwortung von CGFP-Services arbeitende „Oeuvre CGFP d'épargne-logement“ ununterbrochen fortgeführt werden.

Auf gewerkschaftlicher Ebene wird die CGFP indes nicht müde, immer wieder auf Mängel in der Wohnungsbaupolitik

aufmerksam zu machen und Vorschläge hin zu einem vereinfachten Zugang zum Eigenheim zu unterbreiten. Grob lassen sich diese Vorschläge wie folgt zusammenfassen:

- Förderung des Haus- oder Wohnungsaufs auf der Grundlage eines Erbpachtvertrages („*Bail emphytéotique*“);
- Integrale steuerliche Absetzbarkeit der anfallenden Zinsen bei Hypothekendarlehen für Wohnungen, die zu eigenen Zwecken genutzt werden;
- Verdoppelung der steuerlich absetzbaren Höchstbeträge bei Bausparverträgen;
- Regelmäßige Anpassung der Beihilfen beim Kauf einer Sozialwohnung;
- Verallgemeinerung der staatlichen Bürgschaften bei Hypothekendarlehen, wenn jüngere Menschen die erforderlichen Garantien nicht aufbringen können;
- Anpassung der individuellen Beihilfen zum Wohnungserwerb an die Einkommensentwicklung des Antragstellers und die Entwicklung der Preise auf dem Immobilienmarkt;
- Anhebung der Zinssubventionen im Allgemeinen und zugunsten der öffentlichen Bediensteten im Besonderen;
- Anpassung der von der Steuer abzugsfähigen Beträge beim Abschluss einer Restschuldversicherung;
- Einführung von spezifischen Maßnahmen zur Förderung der Eigenheimbildung („*formation de patrimoine*“);
- Verbesserung der Wohnbedingungen von bedürftigen Familien mit Kindern, ganz im Sinne von mehr Lebensqualität;
- Eindämmung des Auswanderungsstroms bei der luxemburgischen Bevölkerung durch entsprechende Maßnahmen;
- Ergreifung von Gegenmaßnahmen zur Baulandspekulation;
- Überarbeitung der Vorgänge zur Genehmigung von Bauplänen bei der Erschließung von Wohngebieten.

Impulse in wesentlichen Gesellschaftsbereichen

Fortsetzung von Seite 3

Gesundheitspolitik: Gleicher Zugang für alle

Im Bereich „Gesundheit und Soziale Sicherheit“ indes macht sich die CGFP seit jeher stark für einen uneingeschränkten Zugang des Patienten zu einer qualitativ hochwertigen medizinischen Betreuung, und das ungeachtet der sozialen Verhältnisse des einzelnen Versicherten. Zu den von der CGFP verfolgten Zielen zählen auch die freie Wahl der medizinischen Betreuung durch den Patienten und die Einführung eines wirksamen Notrufsystems für sämtliche Regionen des Landes. Auch spricht sich die CGFP aus für eine ausreichende, den wirklichen Bedürfnissen angepasste Anzahl an Pflegebetten und den Ausbau der zu Hause angebotenen Pflege. Schließlich tritt die CGFP ein für den Erhalt der in ihren Augen mustergültig arbeitenden Krankenkasse der öffentlichen Bediensteten.

Unterrichtspolitik: Entfaltung der Persönlichkeit

Für die CGFP muss sich die Unterrichtspolitik in erster Linie an den Prinzipien der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte und der Konvention bezüglich der Kinderrechte orientieren. Hauptziel müsse es sein, die Entfaltung der Persönlichkeit des einzelnen Kindes zu fördern und die Jugendlichen wirksam auf ihre Aufgaben im späteren Leben vorzubereiten. Und weiter: „A cette fin, il convient de mettre en place un système éducatif souple, adaptable aux besoins individuels sur le terrain, cohérent et largement individualisé,



Für die CGFP muss sich die Unterrichtspolitik in erster Linie an den Prinzipien der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte und der Konvention bezüglich der Kinderrechte orientieren. Hauptziel müsse es sein, die Entfaltung der Persönlichkeit des einzelnen Kindes zu fördern.

garantissant, tout au long de la vie, le développement cognitif, affectif et social optimal de l'individu.“

Stellvertretend für alle CGFP-Anregungen in Sachen Unterrichtspolitik möchten wir an dieser Stelle nur einige hervorheben, die da sind:

- Genaue Festlegung der verfolgten Ziele, noch bevor es zur Umsetzung von Reformen kommt;
- Einführung eines wirksamen und institutionalisierten Dialogs zwischen den Lehrergewerkschaften und den Regierungsstellen;

- Verbesserung der pädagogischen Rahmenbedingungen und der Arbeitsverhältnisse des Lehrpersonals;

- Ausbildung und Ernennung von genügend brevetiertem Personal, auf der Grundlage einer mehrjährigen Planung;

- Förderung einer engeren Zusammenarbeit zwischen sämtlichen schulischen Partnern;

- Bessere Betreuung von Migrantenkinder und Zusammenlegung der Klassen aufgrund der schulischen Fähigkeiten (und nicht aufgrund der Alterskategorien) der Schüler;

- Ausbau der Betreuungsmöglichkeiten, auch außerhalb der normalen Schulstunden, durch u.a. ein attraktives Angebot von Betreuungsstrukturen und Schulkantinen.

Umweltpolitik: Für eine nachhaltige Entwicklung

In Sachen Umweltschutz schließlich spricht sich die CGFP für eine auf den Prinzipien einer nachhaltigen Entwicklung beruhende Umweltpolitik aus. Im Wortlaut heißt es hierzu: „Poursuite d'une politique de l'environnement qui met l'accent sur la sauvegarde des ressources naturelles, qui incite à renoncer à tout gaspillage et qui est toujours guidée par l'esprit et les principes du développement durable.“

s.h.

(wird fortgesetzt)

Die Themenfelder, zu denen die CGFP, als national repräsentative Berufsorganisation, regelmäßig Stellung bezieht, sind derart vielfältig, dass dieser Beitrag, wie schon erwähnt, keinesfalls den Anspruch auf Vollständigkeit erhebt. Die Grundlage für die CGFP-Forderungen und -Anregungen zu den unterschiedlichsten politischen Bereichen bildet, wie oben bereits erwähnt, das alljährlich von der CGFP-Vorstandskonferenz verabschiedete Aktionsprogramm. Das 24-seitige Positionspapier können interessierte Leser einsehen auf unserer Internet-Seite unter: <http://www.cgfp.lu/documents/>

Risiko

Auf Nummer sicher!

CGFP Assurances

16, rue Erasme
L-1468 Luxembourg
Tél.: 27 04 28 01
www.cgfp-assurances.lu

StandPunkte

Die Schulferien gehören der Vergangenheit an und so langsam läuft das politische Tagesgeschehen wieder normal, nicht zuletzt wegen der noch bis auf weiteres nicht gelösten Eurokrise und der sich daraus ergebenden negativen Konsequenzen.

Fast klamm und heimlich wurden aber auch während der Sommerpause eine Reihe Gesetzesvorlagen, die für den Luxemburger öffentlichen Dienst von größter Tragweite sind und die Reform der Beamtendienstordnung sowie das neue Gehälterabkommen beinhalten, nach jahrelangen kontroversen Verhandlungen am 26. Juli 2012 in der Abgeordnetenversammlung hinterlegt. Doch wie ist es überhaupt dazu gekommen?

Nach den Parlamentswahlen vom 7. Juni 2009 und unter der auf Grund der politischen Mehrheitsverhältnisse zustande gekommenen Regierungskoalition wurde eines ganz deutlich: Unter der neuen Regierung sollte es zu einer kostenneutralen Gehälter- und Beamtendienstrechtsreform kommen.

Im März 2010, während der damals gerade stattfindenden Sozialwahlen im öffentlichen Dienst, aus denen die CGFP wiederum als großer Gewinner hervorging, wurde von den für den öffentlichen Dienst zuständigen Ministern ein erster Entwurf mit den Grundprinzipien der beabsichtigten Reformen vorgelegt. Die Reaktion der CGFP war mehr als deutlich: Einige Tage später, am 25. März 2010, wurde das gut zehnteilige Dokument von einer eigens einberufenen CGFP-Vorständekonferenz einstimmig als Verhandlungsbasis abgelehnt, und das zu einem Moment, wo ganz nebenbei schwierige Tripartiteverhandlungen im Gange waren.

Nach dem Zustandekommen eines den sozialen Besitzstand absichernden Gehälterabkommens mit einer Laufzeit eines Jahres am 14. Juli 2010, des von der Regierung mit den national repräsentativen Gewerkschaften ausgehandelten Bipartiteabkommens vom 29. September 2010 sowie des von Erfolg gekrönten Einsatzes der CGFP für den Erhalt des „Bäligen Akt“ landeten die zwischenzeitlich wieder aufgenommenen Verhandlungen betreffend eine Gehälter- und Dienstrechtsreform Anfang Dezember 2010 in der Sackgasse, sodass die Regierung die Verhandlungen mit der CGFP für beendet erklärte und für Ostern 2011 dementsprechende Gesetzentwürfe ankündigte.

Dass die CGFP dies nicht tatenlos hinnehmen wollte, wurde anlässlich ihres Neujahrsempfangs am 27. Januar 2011 deutlich mit der Ankündigung einer ersten, großen Protestveranstaltung, die am 7. Februar 2011 mit großer Beteiligung der Mitglieder unserer Fachorganisationen ein deutliches Zeichen der Ablehnung an die Adresse der Regierungskoalition setzte. Eine daraus resultierende Folge war die Bereitschaft der zuständigen Minister, sich mit den Vorständen unserer Fachorganisationen zu Gesprächen an einen Tisch zu setzen. Und dennoch ließ sich die Regierung offenbar nicht von ihrem Vorhaben abbringen, im Frühjahr 2011 ihre Gesetzentwürfe im Parlament zu hinterlegen. Die Weichenstellung hierfür erfolgte bei einer Klausurtagung der beiden Regierungsparteien am 16. März 2011 in Senningen.

Und erneut ging die CGFP, die in einer Pressemitteilung am 18. April die berechnete Frage stellte, ob denn nun der Sozialklausur im öffentlichen Dienst schon beschlossene Sache wäre, in die Offensive, sodass es mitten in den Osterferien, am 21. April 2011, zu einem sogenannten „Treffen der letzten Chance“ kam, das zu neuen Verhandlungsrunden und den bekannten Abkommen vom 15. Juli 2011 führte.

Dass die eigentliche Arbeit erst kommen würde, ganz nach dem Prinzip „Nachher ist vorher“, war der CGFP zu jenem Zeitpunkt schon klar. Dass sich die Ereignisse in den darauffolgenden Monaten in dem Maße überschlagen würden, das war noch nicht absehbar.

Erst einen Monat nach den Gemeindewahlen vom 9. Oktober 2011 wurden dann die Gesetzes- und Verordnungsvorentwürfe vorgelegt, deren Inhalte in einigen Bereichen auf scharfe Kritik der CGFP stießen, entsprachen sie doch in für uns wesentlichen Teilen nicht den Abmachungen von Juli 2011.

Nachdem die Tripartite aufgrund der übermäßigen Forderungen der Patronatsvertreter nach massivem Sozialabbau erneut gescheitert war und kurz bevor die Abgeordnetenversammlung am 26. Januar trotz massiven Widerstandes der Gewerkschaften die bekannte Indexmanipulation absegnete, hatte die CGFP Anfang Januar die Regierung aufgefordert, die kritisierten Vorentwürfe dem Abkommen anzupassen. Da die Regierung darauf nicht zu reagieren bereit war, war folglich die Einleitung der Schlichtungsprozedur durch die CGFP am 20. Januar 2012 nur eine logische Konsequenz.

Ende Februar fand die erste von mehreren Runden vor dem Schlichter statt. Einer der Hauptkritikpunkte war die Festsetzung des Anfangsgehaltes nach der Anwärterzeit, die CGFP hatte sich ja bekanntlich seit Bekanntwerden der Regierungsabsichten strikt gegen eine Herabsetzung der Anfangsgehälter, so wie in den im November vorgestellten Texten festgeschrieben, ausgesprochen.

Ende März war es dann endlich so weit: Die Regierung hatte sich auf Grund des unermüdlichen Drucks der CGFP zu Zugeständnissen, insbesondere bei der Festsetzung der Höhe der Anfangsgehälter, bereit erklärt, sodass am 30. März der Streitfall beigelegt werden konnte.

Doch bekanntlich ist „nachher ja vorher“, und so kam es, wie es offensichtlich kommen musste: Gut zwei Wochen später, am 17. April, war die Welt

Nachher ist vorher



Romain Wolff,
CGFP-General-
sekretär

eine ganz andere geworden. Nach den jeweiligen Erklärungen der CSV- und LSAP-Fraktionschefs im Parlament wurde klar, dass das im Juli 2011 getroffene Gehälterabkommen, obwohl regulär unterschrieben, in seiner ursprünglichen Form so nicht von der Regierung umgesetzt werden würde. Falls doch, so wurde von Seiten der Regierung eine zumindest teilweise Reduzierung des 13. Monatsgehaltes offen in die Diskussion gebracht. All dies wurde von einem Teil der gehorsamen, regierungsnahen Medien mit einer perfiden Kampagne gegen die CGFP und ihre berechtigten Anliegen begleitet.

Für die CGFP stand aber eines fest: Ohne Gehälterabkommen könnte es auch keine Gehälterreform geben, wurden diese beiden Abkommen doch stets von Regierungsseite als ein Ganzes betrachtet.

Um es kurz zu machen: Am 27. April 2012 wurde, nach zum Teil kontroversen Verhandlungen in Bezug auf einen von Regierungsseite vorgelegten Abänderungsantrag zu dem vom Juli 2011 von der CGFP erzielten Besoldungsabkommen, ein Zusatzabkommen unterzeichnet. Diesem hatten die CGFP-Fachverbände in einer kurzfristig einberufenen außerordentlichen Vorständekonferenz nach langen Diskussionen zugestimmt, nicht ohne jedoch ihrem Unmut über die Vorgehensweise auf Regierungsseite mehr als deutlich Ausdruck zu verleihen. Das Vertrauen in die Regierung war und ist auf jeden Fall sehr stark angekratzt worden.

Mit seiner Zustimmung leistet der öffentliche Dienst, nicht zuletzt aufgrund seiner besonderen Stellung zu seinem Arbeitgeber Staat und im Interesse des Landes, letztendlich einen deutlich sichtbaren Beitrag zur Sanierung der Staatsfinanzen. Für die CGFP stand und steht aber auch fest, dass mit der Unterzeichnung dieses Zusatzabkommens bis zum Ende seiner Laufzeit im Dezember 2015 die von Regierungsseite kurzzeitig öffentlich in Frage gestellten sozialen Errungenschaften der öffentlich Bediensteten, insbesondere das 13. Monatsgehalt, längerfristig abgesichert bleiben. Außerdem sah die CGFP die Entwicklung der Staatsfinanzen bis 2015 nicht so dramatisch wie von staatlicher Seite befürchtet und pochte deshalb auch auf eine Vorbehaltsklausel, die Nachverhandlungen vorsieht, sobald die tatsächlich erzielten Werte die zu jenem Moment vorgelegten Prognosen überstiegen. Ohne diesen wichtigen Zusatz hätte die CGFP-Vorständekonferenz dem Konsenspapier niemals zugestimmt.

Wie oben gesagt wurden diese Texte am 26. Juli 2012 in der Abgeordnetenversammlung hinterlegt. Und auch hier gilt: „Nachher ist vorher“, denn die Arbeiten sind noch längst nicht abgeschlossen und beginnen gerade erst. In den kommenden Monaten werden sich die Parlamentarier bis ins kleinste Detail über die Ausmaße der Reformen schlau machen können. Genau so wird sich die Berufskammer der Staatsbediensteten in den kommenden Monaten genauestens mit den zum Teil äußerst komplizierten, weil technischen Texten befassen, bevor sie ihr absehbar kritisches Gutachten abgeben wird. Gespannt sein darf man auch auf die Ausführungen des Staatsrats, der höchstwahrscheinlich eine Anzahl an Einwänden, eventuell sogar formellen, zu Papier bringen wird, was wiederum Abänderungen am jetzt vorliegenden Text mit sich bringen würde.

Eines ist auf jeden Fall klar: Es war ganz deutlich die jetzige Regierung, die eine grundlegende Reform des Beamtendienstrechts eingefordert hatte. Die CGFP hatte sich seit längerem lediglich für eine Gehälterrevision ausgesprochen. Es waren auch die Mehrheitsverhältnisse im Parlament, die eine solche Reform erst möglich gemacht haben. Darüber hinaus wurde die Regierung in ihrem Vorhaben von fast allen Oppositionsparteien unterstützt, was unserer Sache sicher nicht dienlich war. Das Schlimmste allerdings konnte durch den unermüdlichen Einsatz der CGFP verhindert werden, eine „historische“ Reform im Sinne einer konsequenten Verbesserung des Dienstes am Bürger, denn genau darum müsste es im Endeffekt ja gehen, sieht unserer Meinung nach jedoch grundlegend anders aus.

Wie gesagt: Das Schlimmste konnte bis jetzt verhindert werden, der öffentliche Dienst leistet, im Dienste des Landes und seiner Bürger, einen bedeutenden Beitrag zur Überwindung der Krise.

Doch darüber hinaus reichende Zugeständnisse in Richtung Sozialabbau im öffentlichen Dienst wird es mit der CGFP jedenfalls nicht geben!

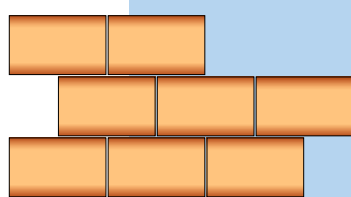


Visitez notre site Internet:
www.cgfp.lu

CGFP-Baukredit



**Ihr
Vorteil**



Ein **Direkt**-Abschluss
Ihres Bausparvertrages bei
der Oeuvre CGFP d'Epargne-
Logement, der Fach-Einrichtung
der Berufsorganisation der
öffentlichen Funktion, sichert
Ihnen den landesweit schnellsten
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche
und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP  **Logement**

Post-Industrielles Luxemburg auch bald post-bankär?

Seit 1975 schrumpft der Stahlsektor, seit 2000 stagniert auch das eigentliche internationale Bankgeschäft

Die Zeiten sind vorbei, wo sich in Luxemburg die internationalen Banken auch als große Bauherren für Büroraum hervortaten. Ist dies nur so, weil die Kreditinstitute derzeit überall in Europa und der Welt ab- statt ausbauen? Oder vielleicht auch, weil sie nicht mehr wie früher voll auf den Finanzplatz Luxemburg setzen? So kündigt etwa ABBL-Präsident Contzen die Verlagerung von Banktätigkeiten an ausländische Standorte an, sollte sich Luxemburg dem rabiaten Sozialabbau verweigern.

Paradigmenwechsel

Wer jetzt Bauaufträge erteilt und Baustellen eröffnen lässt, ob auf Kirchberg, in Gasperich oder anderswo, der heißt KPMG, PricewaterhouseCoopers, Ernst & Young oder Arendt & Medernach. Den Buchprüfern, Steuerexperten und Finanzanwältinnen sind nämlich ihre derzeitigen Angestellten-Aquarien zu eng geworden, weil sie, nachdem sie jahrelang im Schatten und im Dienste der Banken erstarkt sind, ihre Tätigkeiten letztlich stark diversifizierten.

Die juristischen Großkanzleien und die Audit-Partnerschaften haben schon vor einer Weile erkannt, dass es nicht mehr bei den konventionellen Kreditinstituten ist, wo die Musik spielt. Sie prosperieren trotz Finanzkrise, weil sie viele neue Kunden aus dem Ausland anziehen, vielfach sogar aus Übersee. Zu diesem Zweck produzieren sie unzählige Broschüren und nutzen ihre weltweiten Kontakte und Netzwerke, wie auch die aufwändigen, aber sinnvollen Prospektionsanstrengungen des Luxemburger Staates.

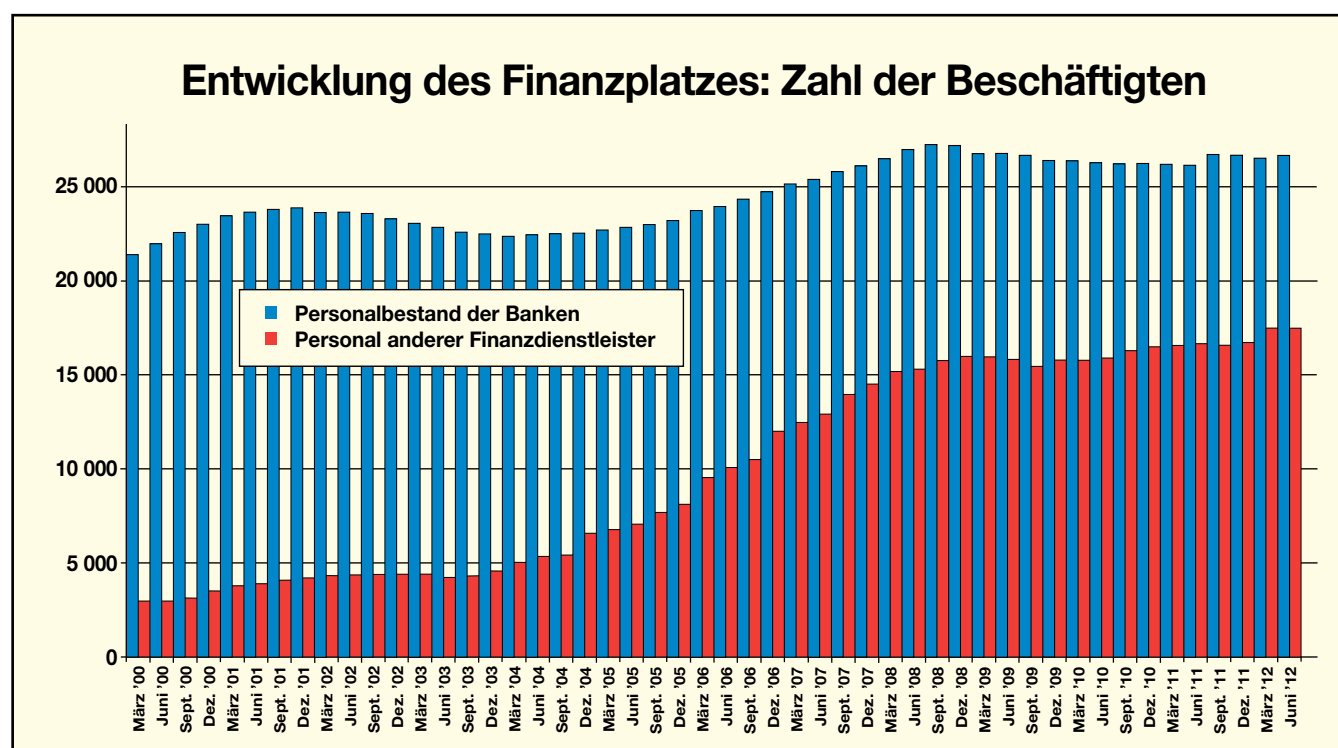
Während die Banken jammern, stellt sich der Wirtschaftsstandort Luxemburg breiter und vielfältiger auf. Einerseits mutiert der rein europäisch ausgerichtete Bankenplatz nach und nach zu einem diversifizierten und globalen Finanzplatz mit vielen neuen Produkten und Tätigkeitsfeldern. Und gleichzeitig werden zahlreiche innovative Unternehmen angelockt, etwa im Bereich der Informations- und Kommunikations-Technologien (Satellitenverkehr, Datenzentren, Internethandel usw.) oder auf dem Gebiet der Verwertung intellektueller Güter oder der grenzüberschreitenden Konzernverwaltung.

Bedrohung als Chance

Im Finanzbereich macht die Brüsseler Regulierungswut das Banken- wie das Fondsgeschäft gewiss nicht rentabler, paradoxer Weise lässt es aber den Standort Luxemburg personalmäßig weiterwachsen. Ohne die wuchernen Auditabteilungen und die vielen Compliance-Officer sowie das ganze Reporting-Wesen würden die Bankbelegschaften gewiss viel schneller schrumpfen.

Und auch die Zahl der externen Prüfer, der Consulting-Experten, der Rechts- und Fiskalberater würde nicht so stark wachsen wie sie dies tun. Selbst der internationale Ärger und die Komplikationen im Steuerbereich, mit all ihren politischen Unterstellungen, Polemiken und Nachforschungen, bringen den entsprechenden Luxemburger Fachleuten immer neue Aufträge.

In dem Maße, wie die ungesetzliche Steuerhinterziehung schärfer verfolgt wird und deswegen nun ernsthaft riskant ist, gewinnt die sogenannte „Steuroptimierung“ an Bedeutung, also das kluge Ausnutzen der steuerlichen Finessen und der Unterschiede zwischen den nationalen Gesetzesregeln. Das Austrocknen der exotischen Steuerparadiese und



das wachsende Misstrauen gegenüber den unregulierten Standorten haben eine Bewegung ausgelöst, bei der für Luxemburg neue Geschäftsmöglichkeiten entstehen.

Als die EU-Kommission die Luxemburger Holdinggesellschaften nach dem Gesetz von 1929 für illegal erklärte, tötete sie damit lediglich einen ohnehin unnütz gewordenen Dinosaurier. Luxemburg lamentierte nicht lange, sondern schuf sinnvollere Lösungen für den Bedarf der internationalen Märkte, etwa die sogenannten Soparis („sociétés de participation financière“) und die Spezialfonds. Und als die OECD uns neue Klauseln für die bilateralen Doppelbesteuerungs-Abkommen aufzwang, nutzte Luxemburg die Gelegenheit dazu, gerade das Netz dieser bilateralen Verträge zu einem schlagkräftigen Argument für unseren Standort zu entwickeln.

Schrumpfprozess

Wer sich genauer mit der Entwicklung des Finanzplatzes Luxemburg in der letzten Zeit befasst, der erkennt klar, dass die internationalen Banktätigkeiten im eigentlichen Sinne – also das Einlagen- und das Kredit-Geschäft, oder die Mittlerfunktion zwischen den Sparern und den Investoren – bereits seit über einem Jahrzehnt ihren Schwung verloren haben.

Die Banker schafften es, dies gegenüber der Öffentlichkeit lange weitgehend zu kaschieren, weil sie maßgeblich bei der boomenden Fondsinvestitionen mitwirken konnten. Immerhin aber ging die Zahl der Banken von 223 im Jahre 1996 auf heute nur noch 143 zurück. Und 2011 lagen die Gesamteinnahmen aller Banken in Luxemburg noch immer 15% unter dem Niveau von 2007.

Dann kam ab 2008 die Banken-, Börsen- und Wirtschaftskrise hinzu, mit erhöhten Kreditausfällen und dem wachsenden Bedarf an Rückstellungen und Abschreibungen, mit einem tiefen, gegenseitigen Misstrauen unter Bankern, das die Interbanken-Märkte lähmt, danach mit verschärften „prudentiellen“ Regeln über die erforderliche Kapitalausstattung, mit Steuerparadies- und Bankgeheimnis-Polemiken und geklauten und gekauften Kundendateien, mit schwachen Börsengeschäften, niedrigen Zinsen und einer anhaltenden Investitionsflaute. Herr Contzen klagt über eine große Schere, die sich auftut

zwischen einerseits stagnierenden und sinkenden Einnahmen und andererseits wachsenden Kosten.

„Du déjà vu“

Was ist hier bloß Konjunkturschwäche, was ist dauerhafter Strukturschaden? Bekanntlich wurden auch 1975 die Überkapazitäten im Stahlsektor europaweit nur als vorübergehend angesehen und von der EU-Kommission mit jährlichen Produktionsquoten belegt. Luxemburg tat damals wohl daran, schnell den dauerhaften Niedergang der Stahlproduktion und generell der industriellen Massenfertigung in Europa zu erkennen.

Es war eine mutige Politikerin, die das böse Wort von der „industrie crépusculaire“ wagte und für ihre richtige Diagnose heftige verbale Prügel von den Stahlbaronen in Kauf nahm. Wie korrekt diese Prognose war, belegt die spektakuläre Verschiebung beim Export von Gütern und Dienstleistungen. In Luxemburg stellte der Warenverkehr 1960 noch 93% und 1980 75% der Ausfuhren dar; 1995 waren es 44% und 2010 nur noch 20%. Dabei fiel die Stahlindustrie allein von 47% aller Exporte im Jahre 1970 auf rund 5% heute.

Vor 40 Jahren erzeugte der Stahlbereich hierzulande fast 30% des nationalen Mehrwertes, heute nur noch etwa 1%. Der gesamte Industriesektor wog damals fast 45%, heute noch gut 6% des BIP. Was für ein dramatischer Umschwung! Während derzeit der Anteil der Industrie an der Gesamtwirtschaft im europäischen Durchschnitt noch bei 15% liegt, in Deutschland gar noch über 20%, ist Luxemburg mit 6% definitiv im post-industriellen Zeitalter angelangt, mehr als jedes andere Land unseres Kontinentes.

Die Fedil-Gewaltigen aber betreiben, wenn sie nicht gerade damit beschäftigt sind, ihre Produktionstätigkeiten auf andere Kontinente zu verlagern, weiter nichts als sozialpolitische Rückzugsgefechte. Sie schüren öffentlichen Unfrieden im Land, statt positiv an einer auf die Zukunft ausgerichteten Standortstrategie für Luxemburg mitzuwirken.

Fundamentales Umdenken?

Die Frage, welche Luxemburg im Jahre 2012 ernsthaft in Erwägung ziehen muss, lautet daher, ob die heutigen Probleme der internationalen Banken in unserem Land bloß einen zeitweiligen

Durchhänger für die Dauer der Finanzkrise darstellen und nicht, wie 1975 im Stahlbereich, der Anfang eines nachhaltigen Niedergangs bilden. Ob wir demnach nicht ernsthaft eine Strategie für die „Nach-Banken-Zeit“ entwickeln müssen?

Solange die hiesigen Banken richtig Geld verdienten, gab sich ja kein ABBL-Präsident dazu her, über Indexierung und Sozialabgaben zu polemisieren, sondern man überließ solchen Zank den Nachlassverwaltern der Stahlbarone in Fedil und Arbed. Dies ist nun anders geworden: Ist dies etwa ein Zeichen dafür, dass die Kreditinstitute nun ihrerseits einen „secteur crépusculaire“ darstellen?

Von Ende 2001 bis Ende 2011 stieg die Bilanzsumme aller Banken des Landes nominal lediglich von 721 auf 794 Milliarden Euro, also um +73 Milliarden oder +10,1% in 10 Jahren. Inflationsbereinigt war sie somit klar rückläufig: Das Bankengeschäft ist längst keine Success-Story mehr. Das immer forschere Auftreten des ABBL-Präsidenten steht in indirekter Beziehung zum schrumpfenden Leistungsbeitrag seiner Schäfchen in unserer Volkswirtschaft, auf unserem Arbeitsmarkt, bei unseren Staatsfinanzen.

Licht und Schatten

Die zur Zeit weltweit erhobene Forderung, das gesteigerte Geschäftsrisiko der Banken mit einer kräftigeren Unterlegung durch finanzielle Eigenmittel abzusichern, wird wohl unweigerlich zu einem weiteren Schrumpfen der Bilanzsumme vieler Institute führen, auch in Luxemburg. Der Banken werden immer weniger, so dass auch die Zahl ihrer Angestellten nicht in die Höhe schießen wird. Selbst bei einer Konjunkturerholung – die aber derzeit niemand für die kommende Zeit sieht – wird es für unser Land wohl in diesem Bereich kein nennenswertes Wachstum mehr geben.

Während die Banken in der ABBL Trübsal blasen, äußert sich der Fondsverband ALFI auch weiterhin zuversichtlich. Bei den Luxemburger Investmentfonds stieg nämlich im gleichen Zeitraum von 2001 bis 2011 der aufaddierte Nettoinventarwert um 126%, trotz Börsenschwäche. Gleichzeitig hat sich die Zahl der Fonds insgesamt mehr als verdoppelt, die Zahl der FIS-Spezialfonds sogar verzehnfacht.

Nun sollte man Wachstumszahlen an sich nie überbewerten: Sie sind kritisch zu hinterfragen, weil eine qualitative Entwicklung ja eventuell wichtiger ist als das rein Statistische. Für unsere Volkswirtschaft und ihre tragenden Sektoren geht es schließlich nicht um kurzfristige Expansion, sondern um ein gesundes, solides Wachstum, das auch auf Dauer Bestand hat.

Wachstum in die Breite

Bei den erfolgreichen Publikum-Fonds mit Europa-Pass OPCVM ist der Wert der Aktiva, die sogenannte „Valeur Nette d’Inventaire“, zum Teil dem Einfluss der Börsenentwicklung ausgesetzt, so dass dieses Geschäft naturgemäß erheblichen Schwankungen unterliegt. Dass sich das Gesamtvermögen der 13.400 Luxemburger Fonds heute mit fast 2.300 Milliarden Euro auf einem All-Zeit-Rekordniveau befindet, liegt daran, dass Luxemburg im internationalen Wettbewerb seine dominierende Position behaupten und stellenweise noch ausbauen konnte.

Es konnte vor allem sichergestellt werden, dass die bewährten und eingespielten Fondstechniken sich nach und nach über das alleinige Geschäft mit Wertpapieren hinaus ausweiten, also über das traditionelle Investieren in Geldmarktinstrumente, Schuldverschreibungen und börsennotierte Aktien. Es wurden zudem große Anstrengungen unternommen, die europäischen OPCVM-Fonds „made in Luxembourg“ noch stärker auf andern Kontinenten der Erde zu vertreiben.

Es kamen neue Fondsarten hinzu, die sogenannten Luxemburger Spezialfonds FIS für Einzelkunden und unterschiedliche „alternative“ Fonds wie etwa Immobilienfonds. Ferner Pensionsfonds, Verbriefungsstrukturen, innovative Angebote für Risikokapital und für „Private Equity“ (Investitionen in nicht börsennotierte Unternehmen), neue Vermögensverwaltungsstrukturen wie etwa beispielsweise „Family Offices“ für eine vermögende Privatkundschaft.

Innovationen

Luxemburg ist inzwischen bekannt im Bereich der Beratung für Stiftungen und für das Management von internationaler Wohltätigkeit, bei Innovationen für Finanzanlagen nach ökologischen, nachhaltigen, ethischen und (unterschiedlichen) religiösen Grundsätzen, sowie etwa im Bereich der Mikrokredite. Genauso investiert man zunehmend in Umweltzertifikate wie auch in Rohstoffe.

Besonders hervorzuheben ist natürlich der Aufschwung des grenzüber-

schreitenden Versicherungswesens, mit vor allem der Expansion der Lebensversicherer. Ohne die sogenannten Versicherungsagenten beschäftigt diese Branche, für das internationale wie das einheimische Geschäft, an die 3.500 Menschen, mit einem Zuwachs um ein Viertel in einem Jahrzehnt. Von den Innovationsanstrengungen in diesem Sektor zeugt die geplante Einführung des Status des PSA („Professionnel du Secteur de l’Assurance“) in Anlehnung an den PSF im Finanzsektor.

Ohne hier noch auf weitere verwirrende Einzelheiten einzugehen: Luxemburg, der europäische Finanzplatz und der weltweite Fonds-Leader, ruht sich nicht auf seinen Lorbeeren aus. Der Gesetzgeber, die CSSF und die interessierten Privatakteure haben sehr viel zukunftsorientierte Arbeit geleistet. Man hat sich gut aufgestellt, und ohne die konjunkturelle Marktschwäche sähen unsere Statistiken noch viel besser aus.

Verschiebungen

Diese Anstrengungen sind nicht alle ganz rezent. Die Veränderungen, die sie bewirkt haben, waren daher bereits sehr hilfreich, um ohne große Beulen durch die Bankenkrise der letzten vier Jahre hindurch zu kommen. Denn da stand ja so manches auf dem Spiel. Der Finanzplatz im engeren Sinne (d. h. die Arbeitgeber, die von der Finanzplatzaufsicht CSSF überwacht sind) beschäftigt heute über 44.000 Menschen, 2.000 mehr als im Herbst 2009.

Muss hier daran erinnert werden, dass die Bankenkrise in London immerhin 80.000 und in New York sogar über 100.000 Bank-Jobs gekostet hat? Demnach jammert die hiesige ABBL allzu laut.

Untersucht man nun die längerfristige Entwicklung unserer Finanzmetropole an Hand des Personalbestandes, so sieht man, dass die Zahl der Beschäftigten der eigentlichen Banken von Ende 2001 bis Ende 2011 von 23.894 auf 26.696 Mitarbeiter zunahm, also in einem Jahrzehnt um ganze +2.802 Personen oder +11,7%. Bei den anderen Finanzdienstleistern aber – den „Professionnels du Secteur Financier“/PSF und den Fondsverwaltern – vervierfachen sich die Arbeitsplätze von 4.199 auf 16.732 (+12.533 oder +298,5%).

So ging der Anteil der Banken in der Gesamtbelegschaft aller CSSF-überwachten Institute in dieser Periode von 85% auf 61% zurück. Auf dem Arbeitsmarkt insgesamt stellten die Banken 2000 bis 2002 zwischen 8% und 9% der Jobs, heute nur noch 7%. Die anderen

Finanzoperateure steigerten ihren Anteil dagegen von 1% auf fast 5%.

Gewiss erklärt sich die hier festgestellte Verschiebung des wirtschaftlichen Gewichtes zum Teil durch das Outsourcen von ganzen Bankabteilungen und die Ausweitung des statistischen Perimeters, doch gibt es keinen Zweifel darüber, dass die Dynamik längst nicht mehr aus den Bankinstituten kommt. Der aufgezeigte Trend hält auch klar an: Im ersten Semester 2012 verringerte sich die Beschäftigtenzahl in den Banken um 18 Personen, während die Finanzdienstleister mit PSF-Statut 659 Personen netto einstellten.

Für eine Exit-Strategie

Nicht dass die Euro-Banken ganz verschwinden werden, und schon recht nicht kurzfristig. So ging es auch nicht mit dem Niedergang der Stahlproduktion. Aber die Erfahrung lehrt: Wenn das Wachstum erst einmal abgebremst ist, beschleunigt sich oft der Niedergang. Das konventionelle Banken-Geschäft mit den Kundeneinlagen und der Kreditgewährung ist derzeit offensichtlich kein Renner im internationalen Bereich. Von ihren in der Krise staatlich geretteten Banken erwarten die hilfreichen Regierungen in Europa einen Rückzug in die heimatlichen Gefilde.

Das Gesundschumpfen und der erforderliche Arbeitsplatz-Abbau sollen bitte im Ausland geschehen. Offshore und onshore sind out, Protektionismus aber ist Trumpf. Wer Konten im Ausland unterhält, der liefert seinem nationalen Fiskus ohnehin ein Indiz für Steuerflucht. Pläne für eine europäische Bankenaufsicht und weitere Beschränkungen der Finanzgeschäfte über die höheren Eigenmittel-Anforderungen, der verstärkte Druck für eine steuerliche Gleichschaltung, kurz: Das ganze politische Umfeld belastet die allgemeine Krisenstimmung in der Bankenwelt, nicht nur, aber auch in Luxemburg.

Und die ABBL mit ihrer neuen, sogenannten „Weißgeld“-Strategie an Stelle der „Schwarzgeld“-Geschäfte strahlt nicht sehr viel Zuversicht aus. Ob das „Banking in Luxembourg“ demnach nicht ein Auslaufmodell ist? Ertragsmäßig scheinen in vielen Sparten die fetten Jahre jedenfalls für einige Zeit vorbei zu sein.

Auch aus der Schweiz vernehmen wir, dass sich der Bankenplatz Helvetia im freien Fall befände, hätte er nicht eine wachsende Kundschaft aus den Schwellenländer. Nur spielt bei uns der Finanzplatz in der volkswirtschaftlichen Gesamtwirtschaft eine noch ge-

wichtigere Rolle als die Banken in der Schweiz.

Belastung für Luxemburg

Es soll hier keineswegs der Eindruck vermittelt werden, die Banken seien bereits kein wichtiger Bestandteil unserer Wirtschaft mehr. Ganz im Gegenteil: Die Prügel, welche die Banker nun international wegen ihrer kurzfristigen Profit-Gier beziehen, und die Einbußen in der Ertragslage, die sich für ihren Stand daraus ergeben, belasten derzeit unser nationales Wachstum, unseren Arbeitsmarkt und unsere Staatsfinanzen.

Unsere Wirtschaft ist nämlich zu bankenlastig geworden, so wie sie vor 40 Jahren zu stahllastig war. Ohne die erfolgreiche Ausweitung der Geschäfte in andere „nicht-bankäre“ Finanzbereiche hinein wären wir – wie vorhin betont – schon seit Jahren massiv in der Klemme. Daher muss man diese positive Entwicklung der spezialisierten Finanzakteure als solche erkennen und entsprechend würdigen. Immerhin stellt die Fondsin-dustrie inzwischen bereits ein Drittel des Finanzplatzes dar.

Also: Der Finanzplatz ist deutlich breiter und viel solider als der Bankenplatz. Doch auch ein erweitert aufgestellter und weniger anfälliger Finanzsektor ist noch keine perfekte Lösung. Denn zwischen den Banken und den übrigen Finanzakteuren bestehen bedenkliche (strukturelle wie konjunkturelle) Korrelationen, die es gefährlich wäre zu leugnen. Weht von den globalen Märkten her eine Grippewelle in unsere Banken, so haben auch die andern Financiers fast automatisch Migräne.

Die Finanzplatz-Diversifizierung ist aber kein Wundermittel. Durch das Schrumpfen der Banken sollten wir nämlich nicht in eine Finanzsektor-Abhängigkeit geraten. Wenn wir immer alle Eier in nur einem gleichen Korb halten, löst sich das eigentliche Problem nämlich nicht dadurch, dass der Korb etwas größer wird.

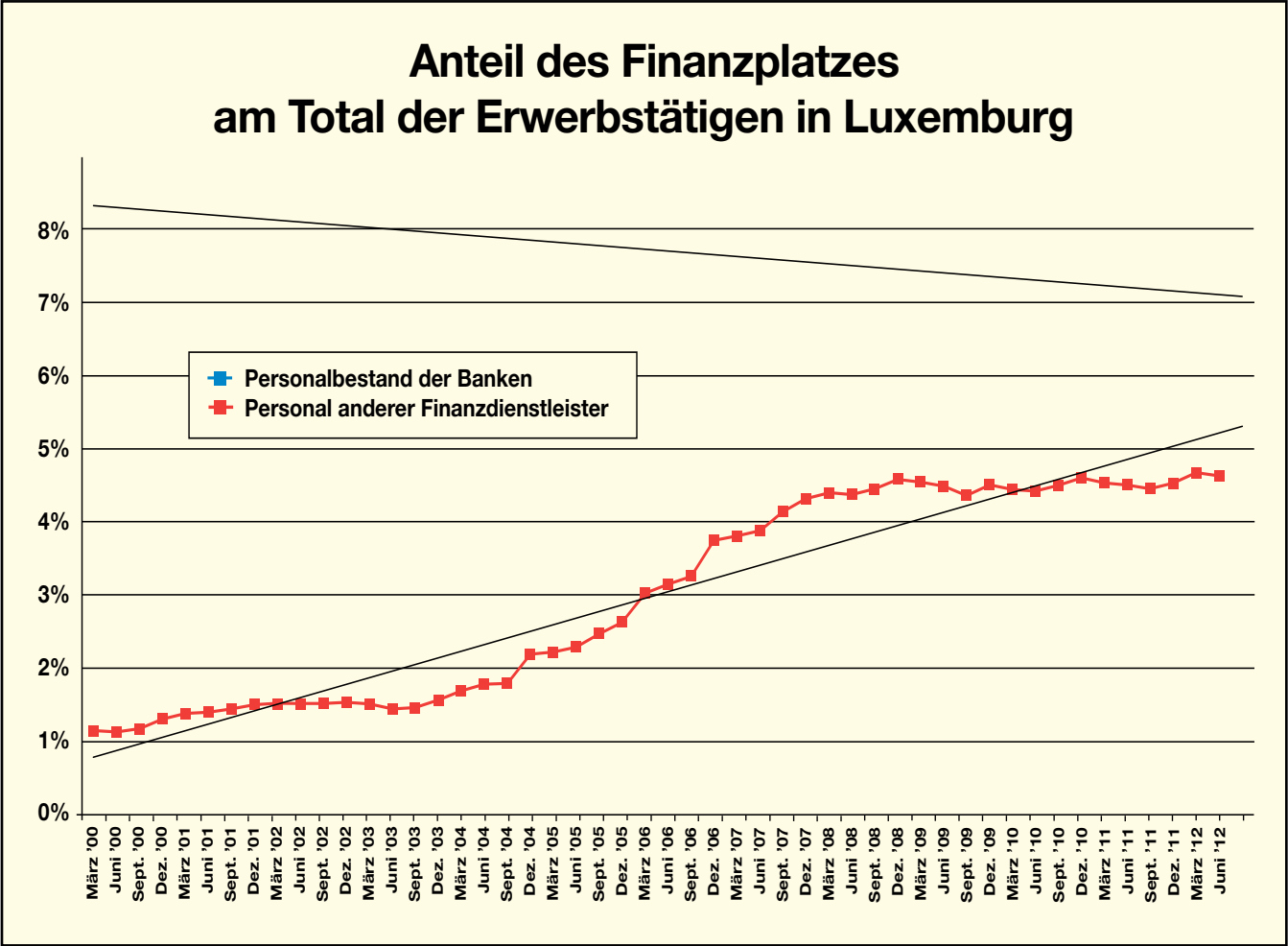
Struktureller Kassensturz

Luxemburg konnte in den letzten Jahrzehnten seine Wirtschaftsleistung enorm steigern: Doch wohl nicht, um nun umso höher abzustürzen? Nun, übertreiben wir die Ängstlichkeit nicht! Seit über 40 Jahren erklären uns alle Pessimisten und Superklugen, der Finanzplatz sei nur auf Sand gebaut. Nicht zu leugnen ist allerdings, dass die Globalisierung allen fortgeschrittenen Volkswirtschaften ungeheure Herausforderungen und immer neuen Ärger bringt. Genauso ist die forcierte europäische Integration, obwohl ein Motor des Wachstums in den letzten Jahrzehnten, plötzlich mit ihren erhöhten grenzüberschreitenden Ansteckungsgefahren zu einem Risikofaktor erster Güte geworden.

Luxemburg muss sich als kleines Land vor allem darüber klar werden, wo in der derzeitigen Lage seine Schwächen liegen, welche Gefahren die nähere Zukunft für uns birgt und, vor allem, in welche Richtung die erforderlichen Anstrengungen zielen müssen. Eindeutig ist dabei, dass die Einnahmen aus unseren Ausfuhren künftig nur noch zu einem minimalen Teil von der Industrie stammen werden und offensichtlich auch in einem abnehmenden Ausmaß von den Banken.

Beim erzeugenden Gewerbe nämlich haben wir nur noch eine sehr begrenzte Anzahl von Produzenten, die auf globaler Ebene wettbewerbsfähig sind, weil sie es nicht unterlassen haben, in die Forschung und die Weiterentwicklung ihrer High-Tech-Produkte zu investieren. Die Firmen, die in ihrer jeweiligen Branche weltweit zu den Marktführern gehören, können auch weiter ertragreich in Luxemburg produzieren, ungeachtet des Lohnniveaus und der Arbeitsbedingungen in China.

Ja, die Qualitätsansprüche ihrer Kundschaft verlangen von ihnen sogar regelrecht den Verbleib in dem verlässlichen Umfeld eines hochentwickelten Kontinentes. Gegenüber den direkten



Post-Industrielles Luxemburg auch bald post-bankär?

Fortsetzung von Seite 9

Nachbarstaaten aber ist unser Standort auch weiterhin wettbewerbsfähig, dank seiner niedrigen Lohnnebenkosten und seiner schwachen Gewinnbesteuerung. Vorausgesetzt natürlich, das betreffende Luxemburger Unternehmen selbst ist solide kapitalisiert und bezüglich seiner Produkte und seiner Kundschaft gesund aufgestellt.

Fremdbestimmte Unternehmen

Die industrielle Fertigung in Luxemburger Fabriken, die zu internationalen oder zu ausländischen Konzernen gehören, können dagegen nicht als längerfristig abgesichert gelten: Dies liegt weniger daran, dass Luxemburg keinen Einfluss auf die strategischen Entscheidungen hat, als vielmehr daran, dass es in der heutigen Wirtschaftswelt nicht unbedingt noch zu rationellen Entscheidungen kommt. Die Finanzspekulation erzeugt allzu oft bei den börsennotierten Großunternehmen total abwegige Entscheidungen.

Die gleiche Schwäche findet sich generell in der Bankenwelt wieder, wo fast alle Luxemburger Banken zu 100% ausländischen Mutterhäusern gehören. Diese Mütter, die sich früher ihrer brillanten Tochter in Luxemburg brüsten konnten, setzen heute oft den Abbau ihrer internationalen Tätigkeiten um, weil ihnen das Wasser bis zum Halse reicht, weil die nationalen oder europäischen Aufsichtsbehörden dies verlangen oder weil sie protektionistischem Druck des Heimatlandes erliegen.

Die spezifisch Luxemburger Standortvorteile sind weitgehend irrelevant geworden für den Weitererhalt oder die Schließung, beziehungsweise für den Ab- oder Ausbau, der Luxembur-

ger Filialen oder Zweigstellen. Darüber kann alles Gerede von H. Contzen nicht hinwegtäuschen: Die Landesbanken-Töchter sind nämlich nicht über unsere Lohnindexierung gestolpert, sondern über die Eseleien der Manager in ihren Mutterhäusern.

Mit der internationalen Arbeitsteilung im globalen Dorf sind die Abhängigkeiten gegenüber Fehlentwicklungen anderer Länder auch nicht branchenspezifisch, sondern einfach deswegen unvermeidlich, weil sie system-immanent sind. Luxemburg kann seine hohe Verletzbarkeit nur vermindern durch eine größere Verteilung der Risiken, auf mehr Produktsektoren, mehr Herkunftsländer der Unternehmen, mehr unterschiedliche Absatzmärkte.

Ausweg

Und damit zeichnet sich auch die Problemlösung bereits ab: Alternative Tätigkeiten müssen aufgestöbert, nach Luxemburg gebracht und dann zum Gedeihen gebracht werden. Das ist aber an sich keine neue Erkenntnis, das wissen und beherzigen die Verantwortlichen des Landes schon eine ganze Weile. Mehr noch: Sie setzen dieses Rezept schon seit Jahren aktiv um, sogar mit offensichtlichem Erfolg. Dass Industrie und Banken nun so eindeutig im Abschwung sind, das verlangt lediglich nach noch größeren Anstrengungen.

Ohne die bemerkenswerten Erfolge der zielstrebigsten Diversifizierung des para-bankären Finanzwesens in den letzten 20 Jahren wären wir schon lange in der Bredouille. Derzeit kann man davon ausgehen, dass die Fondsindustrie weiterhin auf Expansionskurs bleiben kann, und dass eine Menge neuer Finanznischen – die größtenteils bereits vorhin aufgezählt wurden – nach und nach jene kritische Masse gewinnen

werden, die für Bestandssicherung und Wachstum erforderlich ist. Dieses Bemühen darf nicht abbrechen.

Bei der Umsetzung neuer EU-Regulierungen in nationales Recht muss Luxemburg stets der „First Mover“ bleiben, um die Nase vorne zu behalten. Daneben brauchen wir weiterhin jährlich mehrere Innovationen: Derzeit befinden sich in der Pipeline des Gesetzgebers beispielsweise die neuen Strukturen des „Family Office“ und des „Professionnel du Secteur de l'Assurance“.

Perspektiven

Noch wichtiger aber sind die Anstrengungen, welche über die Finanzwelt hinausreichen. Das haben die Verantwortlichen der Politik längst erkannt. Die aktive Suche nach neuen Nischen läuft seit Jahren und hat inzwischen schon eindeutige Erfolge aufzuweisen. Luxemburg setzt sich auf einer Reihe von Gebieten als attraktiver und dynamischer Standort durch. Es seien hier nur einige erwähnt.

Wir sind inzwischen nicht nur weltweit die Nummer 1 in der weiter expansiven Weltraumkommunikation mit geostationären Satelliten: Die Astra-Bodenstation wird nächstes Jahr auch zum Nistplatz von 18 Satelliten der „O3b“-Flotte, welche auf ihrer äquatorialen Umlaufbahn ein weltweites Backbone für die Internet-Provider in den Schwellen- und Entwicklungsländern liefern wird. Die wenigsten Luxemburger haben mitbekommen, dass der einzige Satellitenbetreiber, der noch mehr Trabanten besitzt als SES, seinen Hauptsitz ebenfalls nach Luxemburg verlegt hat. Oder dass eine erfolgreiche europäische Weltraum-Firma in der Betzdorfer Industriezone Satelliten herstellt.

In den letzten 10 Jahren konnte Luxemburg sich unbestritten als europäi-

sches Eingangstor der amerikanischen und asiatischen Internet-Dienstleister etablieren, wo nun neben dem „e-Commerce“ auch „Social-Gaming“ und „Video-Streaming“ schnell zulegen. Gleichzeitig haben die internationalen ICT-Unternehmer – also die Investoren in die Informations- und Kommunikationstechniken – Luxemburg auch als Drehpunkt für ihre Investitionen und für Verwaltungsfunktionen entdeckt. Im Vordergrund steht dabei das Steuerregime für die sogenannte „Intellectual Property“, also für Patente, Marken, Lizenzen, Medieninhalte oder Internetadressen.

Für führende transnationale Player der unterschiedlichsten Wirtschaftsbereiche gewinnt Luxemburg an Bedeutung als Hauptquartier, bei Finanzierungsfunktionen oder Planung, bei Beschaffung oder Vermarktung, bei Zahlungsabwicklung, Clearing oder Logistik sowie bei der Lösung von juristischen, fiskalischen, buchhalterischen, sprachlichen und kulturellen Herausforderungen. Seltsamerweise sogar, wenn es um Arbeiten auf See, auf dem Meeresboden oder an den Küsten der Ozeane geht.

Und bei den globalen Kapitalströmen des „Foreign Direct Investment“ (d. h. den Langzeit-Unternehmensbeteiligungen von über 10% in ausländischen Firmen) ist Luxemburg zu einem Rangierbahnhof allererster Größe geworden und figuriert regelmäßig in den diesbezüglichen Weltbank-Statistiken der letzten Jahre stets auf einem der ersten drei Ränge, auf Augenhöhe mit den USA und China.

Weitere Einzelheiten über diese spektakuläre Entwicklung und die beachtlichen Perspektiven, die sich daraus ergeben, müssen wir uns für eine spätere Ausgabe aufheben.

pp

Schnell und übersichtlich informiert:



Unsere
Webseite
www.cgfp.lu



Vous avez un Smartphone
ou Tablet Computer?
Alors scannez notre code
et découvrez notre site internet!



EN PLUS DE NOS CONDITIONS EXCEPTIONNELLES, TOUS NOS PACKS OPTIONS À 1 EURO⁽¹⁾.



MÉGANE BERLINE

Dynamique Energy dCi 110



PRIX CATALOGUE TVAc	€ 22.050
PACK CONFORT ⁽¹⁾	€ 1
REMISE WELCOME DAYS ⁽²⁾	- € 4.760
PRIME ⁽⁵⁾	- € 1.500

PRIX NET WELCOME DAYS TVAc
REMISE ET PRIME DÉDUITES

€ 15.791



PACK CONFORT POUR € 1 (VALEUR € 713 TVAc)

- Aide au stationnement arrière • Carte Renault démarrage mains-libres
- Rétroviseurs extérieurs rabattables électriquement



TWINGO Expression dCi 75



PRIX CATALOGUE TVAc	€ 12.118
PACK MODULARITÉ ⁽¹⁾	€ 1
REMISE WELCOME DAYS ⁽²⁾	- € 728
REPRISE SURÉVALUÉE ⁽³⁾	- € 1.500
REPRISE ⁽⁵⁾	- € 1.500

PRIX NET WELCOME DAYS TVAc
REMISE, REPRISE ET PRIME DÉDUITES

€ 8.391



PACK MODULARITÉ POUR € 1
(VALEUR € 333 TVAc)



SCÉNIC Expression 1.6 16V 110

PRIX CATALOGUE TVAc	€ 21.099
PACK CONFORT ⁽¹⁾	€ 1
REMISE WELCOME DAYS ⁽²⁾	- € 3.409
PRIME DE RECYCLAGE ⁽⁴⁾	- € 2.000

PRIX NET WELCOME DAYS TVAc
REMISE ET REPRISE DÉDUITES

€ 15.691



PACK CONFORT POUR € 1
(VALEUR € 950 TVAc)



NOUVEL ESPACE Alcantara dCi 150

PRIX CATALOGUE TVAc	€ 36.400
PACK CONFORT ARRIÈRE ⁽¹⁾	€ 1
REMISE WELCOME DAYS ⁽²⁾	- € 2.550
REPRISE SURÉVALUÉE ⁽³⁾	- € 3.000

PRIX NET WELCOME DAYS TVAc
REMISE ET REPRISE DÉDUITES

€ 30.851



PACK CONFORT ARRIÈRE POUR € 1
(VALEUR € 475 TVAc)

LA PRIME S'ARRÊTE BIENTÔT,
PROFITEZ ENCORE DE €750 À €1.500 SUR NOS MODÈLES⁽⁵⁾!

RENAULT WELCOME DAYS

JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE

3,4 - 7,9 L/100 KM. 89 - 184 G CO₂ /KM. www.renault.lu DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

Renault préconise



(1) Offre valable pour les particuliers, pour toute Renault neuve (hors gamme RS) commandée entre le 01/09/2012 et le 30/09/2012 et limitée à 1 Pack Options par véhicule en fonction du modèle choisi. (2) Remise : Offre valable pour les particuliers, pour toute Renault neuve commandée entre le 01/09/2012 et le 30/09/2012. Tout a été fait pour que le contenu de la présente publication soit exact et à jour à la date de l'impression. Veuillez consulter votre distributeur local pour recevoir les informations les plus récentes. Nos prix s'entendent TVA 15% comprise. (3) Prime de reprise surévaluée de votre ancien véhicule sur base des tarifs Eurotax valable du 01/09/2012 au 30/09/2012. Non cumulable avec la prime de recyclage. (4) Prime de recyclage : Par respect pour l'environnement, Renault se charge de recycler votre ancien véhicule hors d'usage (VHU) à l'achat d'une Renault neuve (*). Offre valable uniquement pour les particuliers, pour toute commande passée entre le 01/09/2012 et le 30/09/2012. Pour plus d'informations, contactez votre distributeur Renault. Non cumulable avec la prime de reprise surévaluée. (5) Prime gouvernementale de € 1.500 TVAc ou € 750 TVAc valable pour l'achat d'un véhicule possédant respectivement une émission de CO₂ inférieure ou égale à 90 et 100 g de CO₂ par kilomètre avec une immatriculation avant le 31/12/2012. Plus d'infos et toutes les conditions sous www.car-e.lu. (*) Le VHU doit avoir plus de six mois d'immatriculation au nom dupropriétaire du nouveau véhicule et être en état complet. La facture et la carte grise de la Renault neuve doivent être au même nom et à la même adresse que le VHU. Les documents de bord légaux doivent être présents.

JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 2012

CHECK-UP OFFERT POUR LA PRÉ-RÉSERVATION DE VOS PNEUS HIVER

TOUTES NOS OFFRES ET VOTRE PRISE DE RENDEZ-VOUS ONLINE SUR : www.renault.lu (rubrique après-vente).

* Offre valable pour les particuliers, sur présentation de ce coupon, 01/09/2012 au 30/09/2012 dans le réseau Renault participant.

RENAULT LUXEMBOURG
2 Rue Robert Stumper
L-2557 LUXEMBOURG
40.30.40.1

RENAULT BEGGEN
182 Rue de Beggen
L-1220 BEGGEN
43.52.32.1

RENAULT DIEKIRCH
26 Route d'Ettelbrück
L-9230 DIEKIRCH
80.88.80.1

RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE
Rue Jos Kieffer
L-4176 ESCH-SUR-ALZETTE
57.29.76.1

GARAGE THOMMES
92 Op der Strooss
L-7650 HEFFINGEN
87.81.15.1

GARAGE SCHNEIDERS
17 Rue de Luxembourg
L-6450 ECHTERNACH
72.90.45.1

GARAGE DE L'EST
Zone artisanale et commerciale
L-6131 JUNGLINSTER
788.22.21

Et les agents du réseau Renault

20 Jahre „Fairtrade Lëtzebuerg“

„Faire Preise für harte Arbeit“

Ein Kurzinterview mit dem Vorsitzenden der Luxemburger Organisation für fairen Handel, Jean-Louis Zeien

1992 startete die luxemburgische Vereinigung „TransFair Minka“, nach dem Beispiel ihrer Schwesterorganisationen in anderen europäischen Ländern, ihre Arbeit mit dem Ziel, benachteiligte Produzentenfamilien in Afrika, Asien und Lateinamerika zu fördern und durch den fairen Handel ihre Lebens- und Arbeitsbedingungen zu verbessern. Auch wenn

vor gut einem Jahr aus „TransFair“ „Fairtrade“ wurde, sind die Aufgaben und Herausforderungen weitgehend dieselben geblieben. Aus Anlass des 20. Jahrestages ihrer Entstehung unterhielten wir uns mit dem Vorsitzenden der Luxemburger Organisation über Gründung, Entwicklung und Zukunftspläne von „Fairtrade“. Ein Gespräch.

fonction publique: Herr Zeien, Ihre Organisation feiert in diesem Jahr ihr 20-jähriges Bestehen. Könnten Sie uns rückblickend kurz erläutern, wie es damals, im Jahre 1992, zu deren Gründung kam?

Jean-Louis Zeien: Genau wie in unseren Nachbarländern war das Bewusstsein hier in Luxemburg so stark geworden, dass die jahrzehntelange Forderung „Trade, not aid“ angesichts ungerechter Wirtschaftsbeziehungen – dabei war die damalige Kaffeekrise, die zehntausende Kleinbauern ins Elend trieb – nach einer konkreten Alternative verlangte. „TransFair“ wurde gegründet, um einen fairen Handel über die Türschwellen der Weltläden hinaus im konventionellen Handel zu ermöglichen. Auch die Kleinbauern der Kooperative UCIRI in Mexiko brachten es deutlich zum Ausdruck: „Wir bitten nicht um Almosen, nicht um Mildtätigkeit, sondern um einen angemessenen Gegenwert für unsere Produktionskosten. Und wir brauchen einen fairen Preis.“

fonction publique: Die Begriffe „TransFair“ und „Fairtrade“ sind in Luxemburg sehr eng verwurzelt mit dem Namen Jean-Louis Zeien. Wie kam es zu Ihrer persönlichen Hingabe für den fairen Handel?

Jean-Louis Zeien: Meine persönliche Erfahrung in Peru mit den Menschen auf dem Land und die desaströsen Auswirkungen von nicht selbst verschuldeter Armut auf die Kinder, haben mich bewogen, dort anzusetzen, wo in meinen Augen eigentlich die Herausforderung liegt: Faire Preise für harte Arbeit. Keine Ausbeutung von Mensch und Natur und eine Wirtschaft im Dienst der Menschen. Die Auswirkungen einer ungehemmten Globalisierung, die sich auch immer mehr bei uns bemerkbar macht, findet schon seit z.T. Jahrhunderten in den Ländern des Südens statt.

fonction publique: Erst im vergangenen Jahr hat Ihre Organisation den Namen geändert: Aus „TransFair“ wurde „Fairtrade“. Was waren eigentlich die Beweggründe für diese Namensänderung?

Jean-Louis Zeien: Dieser neue Name ist der letzte Schritt in einer jahrelangen Entwicklung der Fairtradesiegelorganisationen in Richtung einer gemeinsamen Identität. Vor 20 Jahren entstanden in Holland mit der Max-Havelaar-Idee und in Deutschland mit dem Transfair-Gedanken zwei Initiativen, die im Grunde ein und dasselbe Ziel verfolgten. Trotz verschiedener Namen arbeiteten die beiden mit denselben Kriterien und denselben Produzenten zusammen. Im Jahr 2004 entschieden sich dann 20 Organisationen weltweit dazu, das Label zu harmonisieren. Egal ob in Rom, Paris, Brüssel, Berlin, Amsterdam oder Luxemburg, der Verbraucher erkennt die Produkte jetzt besser durch die einheitliche Namensgebung „Fairtrade“ und das gemeinsame Logo.

fonction publique: Sie waren von Anfang an mit dabei: Wenn Sie heute auf „20 Jahre Fairtrade“ zurückblicken, was waren dann für Sie die entscheidenden Höhepunkte?

Jean-Louis Zeien: Die Einführung des ersten Frischeproduktes, der fair gehandelten Banane, die eine besondere logistische Herausforderung im Anfangsstadium war. Auf politischer Ebene war es sicherlich die Kampagne gegen die EU-Schokoladendirektive im Jahre 2000, die auf Druck der Schokoladenindustrie auch den Einsatz von billigen Ersatzfetten seitdem erlaubt. Aber auch das Kaffeeforum, wo wir mit Hilfe der „Coopération luxembourgeoise“ Bauern aus Nicaragua und Ruanda hier in Luxemburg eine Plattform geboten haben, ihr Anliegen zur Sprache zu bringen.

fonction publique: Hat es in all den Jahren eigentlich auch Rückschläge gegeben?

Jean-Louis Zeien: Als Rückschlag würde ich es nicht bezeichnen, aber es ist schon schwierig zu sehen, wie trotz politischer Aussagen die Umsetzung von einem fairen Einkauf bei der öffentlichen Hand über Jahre hinweg sich nur schleppend bewegt. Es braucht einen langen Atem.



„Jeder, der arbeitet, hat das Recht auf gerechte und befriedigende Entlohnung, die ihm und seiner Familie eine der menschlichen Würde entsprechende Existenz sichert“, sagt Fairtrade-Präsident Jean-Louis Zeien in Anlehnung an Artikel 23.3. der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte

fonction publique: Wer „Fairtrade“ sagt, denkt zunächst einmal an den fair gehandelten Kaffee oder die fair gehandelte Schokolade. Insbesondere in den vergangenen Jahren ist die Angebotspalette allerdings weit aus reichhaltiger geworden...

Jean-Louis Zeien: ...und sie wird noch in diesem Jahr mit neuen Partnern und neuen Produkten ausgeweitet. Fair gehandeltes Gold steht an!

fonction publique: Eine Anzahl dieser Produkte wird auch nach umweltgerechten Kriterien hergestellt. Bedeutet „Fairtrade“ nicht gleichzeitig auch „Bio“?

Jean-Louis Zeien: Fairtrade ist kein Biosiegel, sondern ein Soziallabel. Wobei es in Sachen nachhaltiger Entwicklung den drei Herausforderungen gerecht wird: Ökonomie, Ökologie und Soziales sind die drei Säulen der Fairtrade-Standards.

fonction publique: Seit geraumer Zeit strebt „Fairtrade“ enge Beziehungen zu Schulen und Gemeindeverwaltungen an. Was erwarten Sie sich konkret von dieser Zusammenarbeit?

Jean-Louis Zeien: Besonders in den Schulen ist es wichtig, die Auswirkungen unseres Konsumverhaltens der kommenden Generation zu verdeutlichen. Viele Lyzeen haben dies erkannt und wurden bereits als „Fairtrade School“ zertifiziert. Auch Gemeinden haben als öffentliche Akteure eine wichtige Vorbildfunktion, die auch immer mehr erkannt wird von den kommunalen Verantwortlichen.

fonction publique: Als eine der Mitgliedsorganisationen Ihrer Ver-

einigung unterstützt auch die CGFP die Aktivitäten von „Fairtrade“. Was bedeutet die Mitgliedschaft einer starken Berufsorganisation für „Fairtrade“?

Jean-Louis Zeien: Genau wie in unseren Nachbarländern ist es wichtig, Trägerorganisationen zu haben wie die CGFP, die bereits auf mehreren Ebenen gewirkt hat und so auch die eigenen Mitglieder sensibilisiert.

fonction publique: Werfen wir den Blick kurz nach vorn: Könnten Sie uns die Zukunftspläne von „Fairtrade“ in wenigen Worten erläutern?

Jean Louis Zeien: Kurz ausgedrückt: überflüssig zu werden! Dann stünde die Wirtschaft im Dienst der Menschen und nicht umgekehrt. Bis dahin gilt es aber, mit vielen anderen Wirtschaftsakteuren, die etwas verändern möchten, weiter zu wirken. Auch in neuen Produktionszweigen...

fonction publique: Ein Schlusswort?

Jean-Louis Zeien: Ein Wunsch, unabhängig davon, ob man auf der nördlichen oder südlichen Halbkugel dieser Welt lebt:

„Jeder, der arbeitet, hat das Recht auf gerechte und befriedigende Entlohnung, die ihm und seiner Familie eine der menschlichen Würde entsprechende Existenz sichert. (...)“

(Artikel 23.3. der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte)

Dafür lohnt es sich zu kämpfen!

fonction publique: Herr Zeien, haben Sie vielen Dank für dieses Gespräch.

Interview: Steve Heiliger



Unser Bild zeigt einen Kaffeepflanzer der Kooperative „Los Alpes“ in Nicaragua bei der Arbeit

„fonction publique“-Themenreihe

Schattenwelten – Über die Macht der Vergangenheit

In Erinnerung an alle Menschen, an die sich niemand mehr erinnert



„Alte Sünden werfen lange Schatten, Schatten von Untaten, die jedwede Form von Kultur und Zivilisation – und mögen sie noch so bedeutend sein – relativieren, eine Vergangenheit, die sich aufzwingt, die belastet, aber auch entlastet dadurch, dass sie erinnert, gedenkt, mahnt.“, schreibt Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP.

Was ich in Berlin sah...

Zwischen einem einladenden Kaffeehaus, in dem sich Menschen tagtäglich zum Frühstück oder Mittagessen zusammenfinden, und einem Frisörsalon, in dessen Schaufenster Werbeplakate mit niedrigen Preisen werben, befindet sich ein mit roten Ziegeln im niederländischen Stil gebautes, unscheinbares Haus – Lindenstraße 54/55 in Potsdam. „Nun machen Sie mir doch nichts vor, Sie sind doch dabei gewesen, nennen Sie mir ein paar Namen...“, droht die originale, auf Tonband aufgenommene Stimme eines Offiziers der Staatssicherheit im Verhörzimmer, von dem aus der Verhaftete – jetzt der Besucher – sich langsam in ein Panoptikum des Bösen bewegt: Gefängnishof, Zweierzellen, Einzelzellen, Einzelschicksale: zuerst preußischer Gerichtshof mit Gefängnis, dann Schutzhaftanstalt und Folterkammer der Geheimen Staatspolizei; nahtlose Übernahme durch den sowjetischen Geheimdienst NKWD, der die Schlüssel der Anstalt an die Staatssicherheit der DDR weiterreicht – heute *Gedenkstätte für die Opfer politischer Gewalt im 20. Jahrhundert*.

Berlin, Wilhelm- und Prinz-Albrecht-Straße: ein leeres Gelände inmitten der doch wieder sehr unternehmungslustigen und sich im Bauboom befindenden Bundeshauptstadt. Leere beflügelt die Phantasie. Ich sehe sie vor meinem inneren Auge, die hochdekorierten, mit schwarzer Uniform bekleideten Herren des Geheimen Staatspolizeiamtes, der Reichsführung SS, des Reichssicher-

heitshauptamtes, Häscher und Schergen, Genies der Organisation und Logistik, die im Namen des Bösen alltäglich ihrer Arbeit nachgingen und ihre Pflicht erfüllten auf einem Gelände, das nun *Topographie des Terrors* heißt.

Ein weinendes älteres Paar steht oben am Fenster und winkt ihrer frisch vermählten Tochter und deren Bräutigam, die, ebenfalls weinend, unten auf der Straße stehen, zu. Zwischen Fenster und Straße Stacheldraht, Grenzsoldaten. Eine siebzigjährige Frau wirft sich mitsamt ihren Habseligkeiten aus dem vierten Stockwerk eines Hauses ins Sprungtuch der West-Berliner Feuerwehr. Umsiedlung dieser Menschen, Zerstörung ihrer Wohnungen, Errichtung einer Mauer mit Selbstschussanlage. Bis 1989 werden an der Mauer regelmäßig Menschen ums Leben kommen – Filmberichte und Momentaufnahmen in der *Gedenkstätte Berliner Mauer, Bernauer Straße*. Und dann inmitten einer Wüste von Plattenbauten – „Aufbau des Sozialismus in einem Lande“ – wiederum ein Amtsgebäude mit einer ganzen Etage (überdimensionales Dienstzimmer mit anschließenden Privaträumen, Sekretariat, Konferenzraum, Wartezimmer) für ihn allein, den Minister für „Staatssicherheit“, Euphemismus für die willkürliche Verfolgung Hunderter unschuldiger Menschen – *Berlin, Forschungs- und Gedenkstätte Normannenstraße, Stasi-Museum*.

Berlin-Wannsee, ein idyllischer Flecken, Naherholungsgebiet. Am Großen Wannsee 56-58 eine Villa. Lediglich andert-

halb Stunden, eine kurze Besprechung also, benötigen die Nazi-Bonzen, um die Endlösung der Judenfrage zu klären. Kollegialität und Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Ämtern und Ministerien werden beschlossen. Resultat: sechs Millionen unschuldige Tote. Eine Gedenktafel – in Hebräisch und Deutsch – erinnert daran: „Dem Gedenken der durch nationalsozialistische Gewaltherrschaft umgekommenen jüdischen Mitmenschen“ – *Gedenkstätte Haus der Wannseekonferenz*. Aus Sicherheitsgründen muss man klingeln, bevor man eingelassen wird.

Was ich also in Berlin sah, waren Schatten, die auf das hochsommerliche Treiben fielen – alte Sünden werfen lange Schatten, Schatten von Untaten, die jedwede Form von Kultur und Zivilisation – und mögen sie noch so bedeutend sein – relativieren, eine Vergangenheit, die sich aufzwingt, die zudringlich ist, die belastet, aber auch entlastet dadurch, dass sie erinnert, gedenkt, mahnt. Die Schatten über Berlin beweisen auf überzeugendste Weise, welche Macht die Vergangenheit auszuüben vermag.

sich weiterzuentwickeln, weiterzukommen, etwas wiedergutzumachen, besser zu machen, auf der anderen Seite die Vergangenheit, deren Macht in ihrer Unwiderruflichkeit liegt – das Vergangene kann nicht mehr geändert werden.

Dennoch sollten wir an dieser Stelle dieses negative Bild hinterfragen, denn wird nicht jeder Schatten mithilfe des Lichts und der Materie erzeugt? Insofern verweist der Schatten auf ein Objekt, ist Abbild von etwas Seiendem, ähnlich den Schatten in Platons Höhlenmythos, die auf die Ideen hindeuten. Und so wie Schatten auf konkrete Objekte zurückzuführen sind, so setzen sich *Erinnerungen* als Abbild oder Gedankenkonstrukt mit Gewesenem, mit Vergangenheit in Verbindung bzw. auseinander. Goethe beispielsweise ersetzt die Widmung seines Lebenswerks Faust durch eine *Aneignung*, die darin besteht, sich die Erfahrungen seiner Jugend und seines bisherigen Lebens wieder in Erinnerung zu rufen, wieder „anzueignen“, um das Kunstwerk überhaupt schaffen zu können: „Ihr naht euch wieder, schwankende Gestalten! Die früh sich

Villa am Großen Wannsee, 56-58: Dort benötigen die Nazi-Bonzen lediglich andert-halb Stunden, um die Endlösung der Judenfrage zu klären.



Schattenwelten – Welt der Schatten

Bereits in der römischen Antike wurde die Unterwelt als Schattenreich bezeichnet, da die Toten, so glaubte man, in einer anderen Existenz als Schatten (*umbræ*) umherirrten. Für die Lebenden gehörten sie der Vergangenheit an; Eigenschaft des Todes war ihr Schattendasein. So gilt auch heutzutage das Schattenhafte als negativer Topos: Der Schatten stellt das Konturlose, nicht mehr zu Ergreifende, nicht mehr zu Begreifende dar und vermittelt dem Menschen, der stets nach Klarheit, Erkenntnis und Begreifen sucht, durch diese Eigenschaften ein Gefühl der Unsicherheit. Auch die antike Analogie zwischen Schatten und Tod bewahrheitet sich: Tod und Schattenreich stehen für den absoluten Status quo, für die Unabänderlichkeit per se. Somit verwundert es kaum, dass ebenfalls das Vergangene dem Menschen Angst einflößt: auf der einen Seite das Individuum, das unentwegt versucht,

einst dem trüben Blick gezeigt. „Die Erinnerung an Vergangenes stellt somit ein erneutes Ergreifen und Verinnerlichen, eine Reintegration von Vergangenheit in das Hier und Jetzt dar. Auch wenn es paradox klingen mag, so entsteht Erinnerung durch eine Konkretion des Abstrakten, d. h. eine Rücknahme von nicht mehr Seiendem (Abstraktion) in die gegenwärtige Existenz (Konkretion).“

Erinnerung und Verinnerlichung

Erinnerung an Vergangenes entsteht durch das Wiedererleben früherer Erlebnisse und Erfahrungen, wobei dieses Erinnerungsvermögen *aktiv* – ein bewusstes, willentliches Abrufen vergangener Erfahrungen (ich will mich an etwas erinnern / ich versuche, mich an etwas zu erinnern) – bzw. *passiv* – ein Sich-Aufdrängen von Vergangenheit (spontane Erinnerung durch einen äußeren Stimulus beispielsweise) sein kann. Ein Paradebeispiel passiven Erinnerungsvermögens hat mit Marcel Prousts *À la*



Umsiedlung der Einwohner der Bernauer Straße, Zerstörung ihrer Wohnungen, Errichtung einer Mauer mit Selbstschussanlage – *Gedenkstätte Berliner Mauer, Bernauerstraße*



Der Schatten stellt das Konturlose, nicht mehr zu Ergreifende, nicht mehr zu Begreifende dar und vermittelt dem Menschen, der stets nach Klarheit, Erkenntnis und Begreifen sucht, durch diese Eigenschaften ein Gefühl der Unsicherheit..

recherche du temps perdu Literaturgeschichte gemacht: In der Tat entsteht ein ganzes Universum vergangener Erfahrungen aus dem Geschmack einer in eine Tasse Tee getunkten Madeleine. Und wie oft werden wir im alltäglichen Leben durch ein Geräusch, ein Bild oder einen Geruch in unser vergangenes Leben zurückgeworfen, das sich uns durch diesen äußeren Impuls aufdrängt, lebendig, ja wieder Teil von uns wird? Die Vergangenheit bemächtigt sich also unserer Gegenwart.

Neben dem episodischen Gedächtnis, das kurz zurückliegende, eher belanglose Episoden in uns wachruft, um dann wieder vergessen oder zu semantischem Wissen zu werden (Phänomen der *Merkbarekeit* – wir erkennen Informationen wieder, identifizieren uns mit diesen), ist insbesondere das *autobiographische* Gedächtnis identitätsstiftend und -bildend. Die Identität des Menschen besteht aus seiner Gegenwart, aus seinen vergangenen Erfahrungen und seinen Zukunftsplänen, so dass das Gedächtnis eine wichtige Rolle in puncto Identitätsbildung spielt: Das Individuum ist nicht nur das, was es ist, sondern auch das, was es bis jetzt gewesen ist. Beeindruckende Episoden, einschneidende Erlebnisse sowie die Erinnerung an diese prägen nicht nur die Identität, sondern auch die Lebenshaltung, die Ansprüche und Erwartungen an das gegenwärtige Leben und an die Zukunft. Die Macht des autobiographischen Gedächtnisses erkennen wir am einleuchtendsten anhand des Phänomens des sogenannten *Erinnerungshügels*: Ältere Menschen, so hat man festgestellt, erinnern sich am besten an diejenigen Erfahrungen, die sie im Alter zwischen 10 und 30 Jahren gemacht haben, da ein Mensch während dieser Lebenszeit ausschlaggebende, identitätsstiftende und vor allem stets neue Erfahrungen macht. Als erwachsener Mensch erlebt das Individuum des Öfteren sich ähnelnde Situationen (geregelter Arbeitsleben, geregeltes Familienleben usw.), so dass es zu Interferenzen zwischen unterschiedlichen Erinnerungen kommt, während sich die identitätsbildenden Erfahrungen der Jugendjahre klar von allen anderen Episoden abgrenzen.

Erinnerung bedeutet somit eine erneute Verinnerlichung von vergangenen Begebenheiten, die ein zweites Mal Teil unseres Bewusstseins, unseres Inneren, unseres Ichs werden. Auch kollektives Bewusstsein, nationale Identität, Patriotismus und Kultur sind letzten Endes nur durch Erinnerung oder Gedächtnis möglich – würde es bei jedem Menschen regelmäßig zu einer *tabula rasa* des Gedächtnisses kommen, würden jedwede Erinnerungen ausstrahlt werden, so gäbe es keine Familie, kein Volk, keine Nation, keine Kultur mehr. Es sei hier daran erinnert, dass bereits die alten Völker und auch viele diktatorische Staatsstrukturen die Macht der Erinnerung und Vergangenheit erkannt haben: So zerstörten die Ägypter sämtliche Bildnisse der verhassten Pharaonin Hatschepsut nach ihrem Ableben, unbeliebte römische Kaiser verfielen nach ihrem Tod der *damnatio memoriae*, d. h. ihr Andenken wurde zerstört. In der stali-

nistischen Sowjetunion wurden Regimefeinde *post mortem* ausstrahlt; nicht nur ihr Körper wurde pulverisiert, sondern auch ihr Name wurde aus den Listen des Standesamtes gestrichen; Photos, auf denen sie zu sehen waren, wurden manipuliert. In den drei Beispielen ist das Ziel offensichtlich: Es geht nicht nur darum, den Menschen auszulöschen, sondern auch die Erinnerung an ihn zu vernichten – so als hätte es ihn nie gegeben. Auch dieses Unterfangen beweist erneut, welche Macht der Vergangenheit zugestanden wird und welche Angst sie den Überlebenden einflößt, denn durch Erinnerung wird die Vergangenheit Teil der Gegenwart, des Seins.

Die Macht der Vergangenheit

Je älter der Mensch wird, umso größer ist seine Vergangenheit und umso mehr ist er für sich selbst und für die anderen Erinnerung. Auch wenn das Zeitgefühl – eine vom Bewusstsein erschaffene Kategorie der Zeitlichkeit – uns abgeschlossene Lebensphasen vorgaukelt, so bleibt der Mensch bis zu seinem Tod ein Ganzes, ein Wesen, bei dem Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft ineinanderfließen, wobei meines Erachtens die Vergangenheit die mächtigste aller Zeitebenen darstellt. Der Einfluss äußerst negativer Erfahrungen (z. B. Traumata) auf die Gegenwart liefert das einleuchtendste Beispiel: Bei Menschen, die in Konzentrationslagern gelitten haben, sind des Öfteren sogenannte Spätschäden festgestellt worden. Zwanzig oder dreißig Jahre nach der Erfahrung von Gräueltaten sind diese noch immer in der Erinnerung, mehr noch, sie behaupten sich im Alltagsleben bis in Schlaf und Traum. So schreibt der österreichische Schriftsteller und Widerstandskämpfer Jean Améry nach seiner Inhaftierung in dem Gestapo-Auffanglager Breendonck und nach zwei Jahren KZ-Haft: „Wer der Folter erlag, kann nicht mehr heimisch werden in der Welt. Die Vernichtung läßt sich nicht austilgen. Das zum Teil schon mit dem ersten Schlag, in vollem Umfang aber schließlich in der Tortur eingestürzte Weltvertrauen wird nicht wiedergewonnen. Daß der Mitmensch als Gegenmensch erfahren wurde, bleibt als gestauter Schrecken im Gefolterten liegen: Darüber blickt keiner hinaus in eine Welt, in der das Prinzip Hoffnung herrscht.“ (*Die Tortur*, in: *Jenseits von Schuld und Sühne. Bewältigungsversuche eines Überwältigten*) – Jean Améry nahm sich 1978 in Salzburg das Leben. So bemächtigt sich die Vergangenheit nicht nur der Gegenwart, sondern veretelt auch jedwede Zukunftspläne und Hoffnungen, reduziert ein Leben auf den absoluten Nullpunkt.

Die Macht der Vergangenheit wird aber andererseits auch im positiven Sinne deutlich dadurch, dass sie einen „point of no return“ verkörpert und eine gewisse Dauer im Wechsel gewährleistet. Positive Erfahrungen, Glücksmomente und berauschende Lebensphasen können dem Menschen nicht wieder genommen werden; die Erinnerung erlaubt es ihm, sich diese Erfahrungen immer wieder anzueignen und sie Teil seines gegenwärtigen Lebens werden zu lassen. So wird die Erinnerung, wie der deutsche Dichter Jean Paul zutreffend formuliert, zum „einzige[n] Paradies, aus dem wir nicht vertrieben werden können“. Erinerte positive Vergangenheit bietet dem Menschen einen Schutz gegen das von ihm verhasste Launenhafte und Zufällige, gegen das Kontingente der Existenz. Leben bedeutet Weiterentwicklung, Dynamik, Änderung und somit auch zum Teil Verlust. Vergangene Ereignisse aber zeitigen Resultate, d. h. brennen Punkte auf die Zeitachse des Lebens ein, die unabänderlich und gesichert sind. Zudem leistet das Langzeitgedächtnis dem Menschen einen Dienst dahingehend, dass es des Öfteren unangenehmere Begleiterscheinungen oder Episödden in Vergessenheit geraten lässt.

Je älter der Mensch wird, umso mehr wird er Erinnerung, umso mehr Punkte brennen sich auf seine Lebensachse ein. Was der Mensch also wirklich ist, wer

er ist, kann erst nach seinem Ableben festgestellt werden, denn zeit seines Lebens, so Jean-Paul Sartre, bleibt der Mensch Projekt, Skizze, kann Einfluss auf sein Leben und seine Identität ausüben. Einmal gestorben, ist er bedingungslos der Einschätzung der Überlebenden ausgeliefert, die ein Bild von ihm in Erinnerung rufen oder, im schlimmsten Fall, sich nicht mehr an ihn erinnern und ihn somit einen zweiten Tod sterben lassen. Die Erinnerung bleibt, auch wenn es eine negative ist, die einzige Möglichkeit eines Menschen, nach dem Tod weiterzuleben.



Stolpersteine: „Hier lernte Martin Hammerschmidt. JG. 1895. Deportiert 4.8.1943. Ermordet in Auschwitz“ ...

In memoriam – Denkmäler und Mahnmale

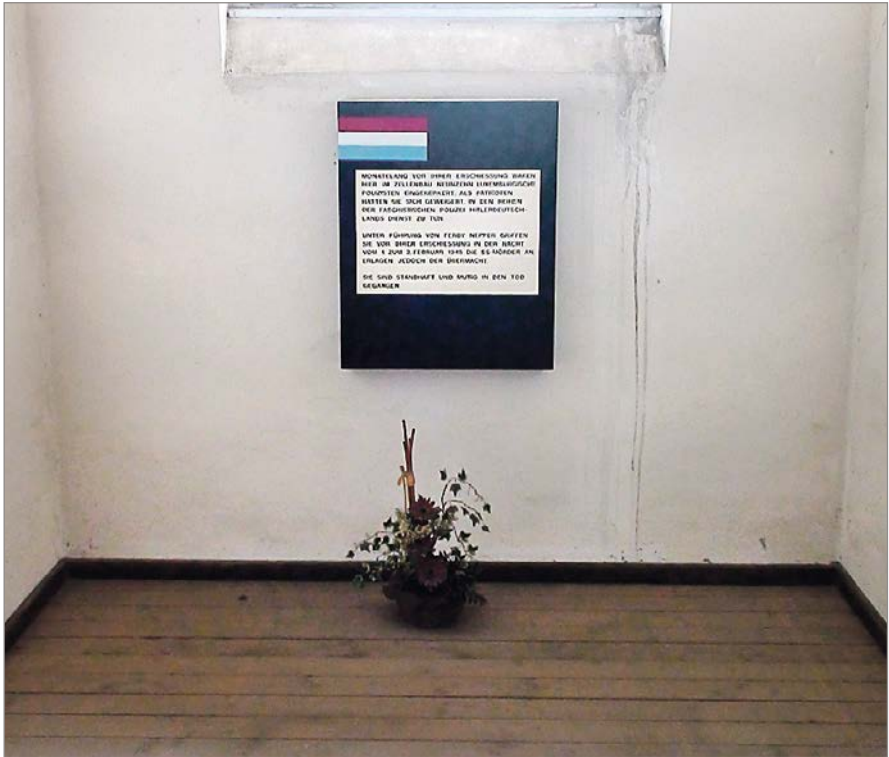
Den Opfern des nationalsozialistischen Terrors gedenken und vor solchen Auswüchsen mahnen möchte der Künstler Gunter Demnig mit seinem Projekt *Stolpersteine* „Hier wohnte 1933-1945“: Mithilfe von kleinen Gedenktafeln, die in den Bürgersteig vor dem letzten selbstgewählten Wohnort der Opfer eingelegt wurden, bemüht sich Demnig, die „Erinnerung an die Vertreibung und Vernichtung der Juden, Zigeuner, der politisch Verfolgten, der Homosexuellen, der Zeugen Jehovas und der Euthanasieopfer im Nationalsozialismus lebendig [zu erhalten]“. (vgl. www.stolpersteine.com) Stolpern tut der Fußgänger nicht *de facto*, sondern durch die Konfrontation mit der Vergangenheit stolpert er aus seiner Gegenwart, wird durch ein Innewerden aus seiner Selbstgenügsamkeit gerissen. Solche Denkmäler lassen die Opfer weiterleben und als Mahnmale rufen sie den Menschen dazu auf, aus der Geschichte zu lernen und ähnliche Gräueltaten zu verhindern. Einzelschicksale stehen stellvertretend für die vielen Opfer, die in der Masse der kollektiven

Tötungsmaschinerie untergegangen und in Vergessenheit geraten sind. Denkmäler und Mahnmale bilden also Schatten aus vergangenen Tagen mit Verweisungscharakter auf Wirklichkeiten, die der Mensch sowohl im positiven als auch im negativen Sinn geleistet hat. Die Macht der Vergangenheit und der Erinnerung wird hier begreiflich: Jeder Mensch lebt weiter, solange wir an ihn denken.

Sachsenhausen/ Oranienburg

Was sah ich in Sachsenhausen? Immer wieder das gleiche Lied: zunächst nationalsozialistisches Konzentrationslager, dann sowjetisches NKWD-Gefängnis, weitergeleitet an die Nationale Volksarmee der DDR. Übriggeblieben sind mit Kiesel belegte rechteckige Felder, wo einst Baracken standen – Baracken für Juden, für politisch Verfolgte, für Homosexuelle. Dreieckige Konstruktion, architektonische „Fehlkonstruktion“, da das Lager nicht ausgebaut werden konnte. Fundamente des Tötungslabors, der Gaskammer und der Krematorien, von der NVA zerstört und auf Geheiß der empörten Bevölkerung wieder als Gedenkstätte ansatzweise errichtet. Abseits einige steinerne Baracken für die prominenten Gefangenen. Auch Stalins Sohn soll hier ums Leben gekommen sein. Innerhalb dieser Miniaturstadt wiederum weitere Mauern, die zu einem Gestapo-Gefängnis für „besondere“ Häftlinge führen. Ein Gefängnis innerhalb eines Gefängnisses, Häftlinge, die inhaftiert werden? Das Unfassbare, ja Absurde des pervertierten grausamen menschlichen Geistes in konkreter Form. In diesem düsteren Gebäude reihen sich Zelle an Zelle – „Einzelzellen“, in denen bis zu zwanzig Gefangene zusammengepfercht wurden. Durch das Gitter einer Zellentür ist ein Symbol zu erkennen, das in mir mehr als Erinnerung hervorruft, eine Farbenkombination, die mir mehr als bekannt ist: Eine Fahne – rot, weiß, blau –, eine Gedenktafel, eine brennende Kerze, Blumen: „Monatelang vor ihrer Erschießung waren hier im Zellenbau neunzehn luxemburgische Polizisten eingekerkert. Als Patrioten hatten sie sich geweigert, in den Reihen der faschistischen Polizei Hitlerdeutschlands Dienst zu tun. Unter Führung von Ferdy Nepper griffen sie vor ihrer Erschießung in der Nacht vom 1. zum 2. Februar 1945 die SS-Mörder an, erlagen jedoch der Übermacht. Sie sind standhaft und mutig in den Tod gegangen.“ In einer Situation äußerster Ausweglosigkeit haben diese Männer ihren Stolz und ihre Ehre dadurch bewahrt, dass sie sich den Schergen nicht beugten und durch ihr Handeln als freie Menschen in den Tod gingen. Ihrem Andenken sei dieser Text in größter Hochachtung gewidmet, denn wirklich tot, so ein jüdisches Sprichwort, sind nur jene, an die sich niemand mehr erinnert.

Claude Heiser



Gefängniszelle der luxemburgischen Polizisten im KZ Sachsenhausen.

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:
Wohnungsbau/-kauf
Modernisierung
Grundstückwerb

mit:
Sofortkredit
CGFP-Vorzugsdarlehen
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:

OEL/CGFP

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:

(Name)

(Vorname)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2012

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohnraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:
Tel.: 47 36 51.

Spitzenlage Dachausbau



Jetzt den Immobilienwert steigern – und das ganz ohne zeitaufwendige Suche nach Bauland und ohne hohe Erschließungsgebühren. Dachausbauten boomen.

Wohnen unterm Dach ist beliebt, und das hat gleich mehrere Gründe: Mit dem Ausbau erweitern Hauseigentümer ihre Wohnfläche zu vergleichsweise niedrigen Kosten und steigern den Wert ihrer Immobilie. Der Wohnraum unterm Dach kann als Einliegerwohnung gestaltet und vermietet werden. Und: Bei guter Wärmedämmung profitiert davon die Energieeffizienz des gesamten Hauses.

Schöne Aussichten

Fenster machen aus düsteren Dachböden lichtdurchfluteten Wohnraum. Daher sollte man stets genügend Fenster einplanen, sonst

wirken besonders Spitzdächer schnell beengend. Großflächige Dachfenster machen es zudem möglich, vom Bett oder der Badewanne aus die Sterne zu beobachten. Bei ausreichend viel Platz können Balkon oder Terrasse ins Dach integriert werden.

Das A und O: Wärmedämmung

Die richtige Wärmedämmung verringert den Wärmestrom durch die Außenwände und erspart energieaufwendige Klimaanlage. Eine gute Dachisolierung kann die Energiekosten eines Hauses insgesamt erheblich reduzieren helfen. Wer dann noch Wärmedämmung und Solaranlage miteinander kombiniert, sichert sich Bestwerte für seine Energiebilanz.

Mosaike: Design aus Stein



Lange war die kleine Schwester der Keramikfliese nur in Badezimmern anzutreffen – als edles Wanddekor erobert sie nun auch alle anderen Wohnbereiche. Ob Flur, Küche oder Wohnzimmer – überall stehen sie als absolut pflegeleichte Allroundtalente der Fliese die Show. Kreative Motive und Ornamente setzen gezielt Highlights, betonen die wohnliche Atmosphäre und beflügeln die Fantasie der Betrachter. Ihre Anbringung erfordert jedoch

einiges Geschick. Iris Laduch-Reichelt von der BHW Bausparkasse rät daher, Profis zu beauftragen: „Ausgefallene Motive entfalten ihre Wirkung nur, wenn sie korrekt angebracht sind. Finger weg von aufwendigen Puzzlearbeiten. Da schon der Fachmann Nerven und Portemonnaie.“ Die neuen Minifliesen sind echte Hingucker und überzeugen durch vielfältige Einsatzmöglichkeiten. Und das gefällt einer wachsenden Zahl von Anhängern.



100. reparierte Wasserpumpe für die Landbevölkerung im Togo

Gesundheitszentrum von Yometchin ist wiederhergestellt



Das Gebäude der Pflegestation und Entbindungsstätte („dispensaire et maternité“) von Yometchin war erheblich durch Fledermäuse verseucht. Während der Geburt rieselte Fledermauskot von den Dachbalken und der Decke auf die Mütter und Neugeborenen.

Die Bewohner des Dorfes und der Umgebung sahen sich außerstande, dieses Problem allein zu lösen. Als die EAU Togo-Mannschaft von Marie-France Speck im Dorf weilte, um die örtliche Gemeinschaftspumpe wieder in Stand zu setzen, klagten die Menschen der „weißen Frau“ ihr Leid. Diese versprach Abhilfe.

Die Gemeindeverwaltung von Bümerringen wie auch die Bürger und Bürgerinnen aus der Heimatortschaft von Mme Speck spendeten großzügig. Die „Œuvre CGFP d'Aide au Développement“ reichte ein Gesuch an das Entwicklungsministerium und sicherte dadurch eine staatliche Ko-Finanzierung.

„fonction publique“ berichtete letztes Jahr in Wort und Bild über die argen Zustände und die in Angriff genommenen Renovierungsarbeiten, die insgesamt 16.700 € kosteten. Das nebenstehende (obere) Bild zeigt, dass nun Freude im Dorf herrscht: Die „neue“ Einrichtung ist eingeweiht und in Betrieb.

Nur noch 61% aller togolesischen Dorf-pumpen funktionieren. Statt sauberem, gesundem Brunnenwasser hat ein erheblicher Teil der Landbevölkerung daher nur schlechtes Oberflächenwasser, das man meistens kilometerweit aus Bächen und Tümpeln heranschleppen muss. Kommunalbehörden gibt es im Togo keine, und die Zentralverwaltung in der Hauptstadt Lomé lässt ihre Landbevölkerung weitgehend im Stich.

Schlechtes Wasser bedeutet kranke Menschen, Kinder mit enormen Bäuchen und Säuglingssterblichkeit. Seit mehr als 2 Jahren bemüht sich das Projekt EAU Togo der „Œuvre CGFP d'Aide au Développement“ zielstrebig und wirksam darum, hier Abhilfe zu schaffen. Da die Dorfgemeinschaften generell ohne Strom leben müssen, sind es einfache Hand- (oder Fuß-) Pumpen, die neuer Ersatzteile bedürfen oder ganz zu ersetzen sind. Dank der Großzügigkeit der CGFP-Mitglieder und einer staatlichen Ko-Finanzierung konnte ein Budget von über 800.000 Euro bereitgestellt werden, mit denen die Luxemburger Ingenieurin Marie-France Speck und ihre örtlichen Fachkräfte 4 Jahre lang wirken können, um die Lage zu verbessern.

Die beiden nebenstehenden Bilder berichten von einer kleinen Feier, mit der die 100. reparierte Pumpe eingeweiht wurde. Die Behörden zollten Anerkennung und die Schönheiten des Dorfes tanzten. Vor allem aber haben nun Vieltausende Menschen täglich sauberes Wasser zum Trinken und für den Haushalt. Sie sind ihren Luxemburger Freunden dafür sehr dankbar.

Hunderttausende andere aber hoffen ebenfalls auf einen „neuen“ Brunnen. Vielleicht helfen unsere Leser mit einer entsprechenden Überweisung dafür, dass wir diese lebenswichtige Aktion weiterführen können. Dafür vielen Dank im Voraus!

PZ



Lob und Anerkennung für CGFP-Entwicklungshilfe

Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs würdigt CGFP-Einsatz im westafrikanischen Togo

Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs sparte vor etlicher Zeit nicht mit Lob, als sie von „fonction publique“ auf die weitreichenden CGFP-Entwicklungshilfeprogramme in Afrika angesprochen wurde. Im Rahmen der „Fondation CGFP de Secours“ entstand bekanntlich im Jahre 2004 die CGFP-Entwicklungshilfestruktur, die vornehmlich im Togo – in einem der ärmsten Länder der Welt – den Ackerbau massiv unterstützt. Im Jahre 2009 wurde darüber hinaus ein eigenständiges, großangelegtes Wasserprojekt in Angriff genommen, das darauf abzielt, mehrere Hundert defekte Brunnen und Wasserpumpen wieder funktionstüchtig zu machen und somit Hunderttausende von Menschen mit sauberem Trinkwasser – einem seltenen Gut gerade in diesen Regionen – zu versorgen. Nicht zu kurz kam bei all dem aber auch der medizinische Bereich. Die CGFP-Vorhaben zur Verbesserung der desolaten medizinischen Infrastruktur im Land tragen allmählich ihre Früchte. Dank der Großzügigkeit zahlreicher CGFP-Mitglieder konnte in jüngster Vergangenheit verstärkt in Betreuungsstrukturen, insbeson-

dere für Kinder und werdende Mütter, investiert werden. Ein weiteres Vorhaben zielt auf eine landesweite Verbesserung der Geburtsbetreuung durch Geburtshelferinnen ab.

„Die CGFP-Initiative ist einfach beispiellos!“, reagierte Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs spontan auf die Frage, wie sie diese Aktionen der Luxemburger Beamtenschaft denn bewerte. Sie finde es „einfach großartig“, dass eine Gewerkschaftsorganisation wie die CGFP nicht nur um die Interessen ihrer Mitglieder hier im Lande bemüht sei, sondern darüber hinaus auch noch an diejenigen denke, die nicht das Glück hätten, auf der Sonnenseite des Lebens zu stehen, sagte die Ministerin. Hinzu komme, dass man ja weitaus motivierter an ein eigenes Vorhaben herangehe. Und genau das passiere hier. Die CGFP ziehe – dank der Unterstützung ihrer Mitglieder – im Togo ein eigenes Entwicklungshilfeprojekt durch. Und das sei in der Tat eine ganz andere Herangehensweise als die vielerorts betriebene Scheckheftpolitik, bei der man einfach mal ins Portemonnaie greife, um sein Gewissen zu beruhigen.

Ein intelligent aufgestelltes Netzwerk ermögliche es, die Hilfe im westafrikanischen Togo flächendeckend zu gewährleisten, urteilte die Ministerin. Und in Luxemburg erlaubten es die Strukturen der CGFP, angefangen beim Dachverband über die Mitgliedsorganisationen bis hin zum einzelnen Mitglied, über die dazu erforderlichen Mittel zu verfügen.

Wichtig sei darüber hinaus aber auch dieses Langzeit-Engagement der CGFP, meinte Marie-Josée Jacobs weiter. Sie glaube zu wissen, dass die CGFP – über den Weg ihrer Stiftung – seit mehr als 30 Jahren in der Entwicklungshilfe aktiv sei. Und wer auf über ein Vierteljahrhundert Entwicklungshilfe zurückschauen könne, brauche einen langen Atem.

Bemerkenswert, so die Kooperationsministerin abschließend, sei aber auch der Umstand, dass es der CGFP immer wieder gelinge, ihre Mitglieder von dieser Notwendigkeit zu überzeugen. Und Marie-Josée Jacobs wörtlich: „Ich kann die CGFP nur beglückwünschen und dazu ermutigen, auf dem eingeschlagenen Weg fortzufahren.“



s.h.

Tatiis autatqu ossedis dolutam et que simaxim dolore, quatum ex et expelia ndescia que porest faccabo. Torecto tae



Das jüngste ko-finanzierte Entwicklungsprojekt der „Œuvre CGFP d'Aide au Développement“ im Togo betrifft das „Centre médico-social“ der Ortschaft Aképé, rund 24 Kilometer nordöstlich der Hauptstadt Lomé. Bei dieser Erneuerung bestehender Gebäude und einem damit verbundenen Ausbau geht es um eine

Binnen 9 Monaten werden in Aképé, einer Ortschaft mit 12.000 Einwohnern, 250.000 Euro investiert, nicht dabei eingerechnet der Gegenwert der aktiven Mitwirkung der Bevölkerung (siehe Bild). Das bisher sehr kleine und veraltete Gesundheitszentrum verfügt über paramedizinisches Personal, das teils vom togolesischen Staat und der Weltgesundheitsorganisation und teils durch eine Kostenbeteiligung der Kranken bezahlt wird. Künftig werden auch Strom und fließendes Wasser vorhanden sein.



Spenden
auch Sie!

Unterstützen auch Sie das CGFP-Hilfswerk. Ihre Spende können Sie auf eines der beiden Konten der „Fondation CGFP de Secours“ überweisen:

CCPL: IBAN LU46 1111 0733 4614 0000
BCEE: IBAN LU57 0019 1000 2060 6000

Ihre Spende ist im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen steuerlich absetzbar

La Turquie et l'Occident

Impressions et leçons d'un voyage en Anatolie

De nos jours, la Turquie ne cesse de défrayer la chronique par sa détermination farouche à devenir membre à part entière de l'Union Européenne, par la répression militaire dure contre l'organisation de résistance kurde «PKK», par l'ombre des massacres arméniens de 1915, par ses défaillances dans le respect des libertés personnelles, par le retour inquiétant de l'Islam dans la vie publique, par le problème irrésolu de la division de Chypre et enfin par l'incident d'un avion de chasse turc abattu par la Syrie.

Ces faits, indéniables certes, ne devraient cependant pas faire oublier des réalités autrement importantes:

- la Turquie au seuil de l'Europe a réussi une croissance économique de plus de 10% en 2011 comme la Chine et les autres pays émergents alors que, ironie de l'histoire, ce n'est pas la Turquie mais l'U.E. qui fait figure actuellement d'homme malade du continent;
- le gouvernement turc occupe une position clé au Proche-Orient, poudrière dangereuse pour la paix du monde, entre le monde arabe, persan et occidental;
- l'immense majorité de la population turque, malgré les réticences européennes à son égard, se sent fortement attirée par l'Europe et elle se met volontiers à l'école de l'Occident sans pour autant renoncer à son identité propre d'obédience islamique modérée;
- l'héritage laïc et pro-occidental de Kemal Atatürk, le «Pierre le Grand» de la Turquie, garde toute sa valeur nationale malgré le retour d'un Islam modéré.

La Turquie possède des richesses culturelles immenses, non seulement par son ancienne capitale Constantinople – Istanbul, mais aussi en Asie mineure au passé quatre fois millénaire et qui est devenue son assise démographique actuelle. Depuis l'empire des Hittites, rivaux des Égyptiens mais aussi depuis l'influence de la Mésopotamie assyrienne, l'impact de l'ancienne Perse puis du monde grec, hellénique et hellénistique, romain, puis byzantin, presque une dizaine de civilisations brillantes se sont succédé les unes aux autres pour aboutir à travers la conquête turque, seldjoukide d'abord puis ottomane, à la proclamation de la République turque d'aujourd'hui.

Des noms de villes comme Troie, Millet, Éphèse, Pergame, Édesse,



La mosquée bleue joyau de l'architecture turque à Istanbul

Antioche ne font pas seulement partie du passé de la Turquie mais sont également des repères importants de notre passé occidental. Celui-ci a des racines au moins autant asiatiques qu'européennes. À l'heure actuelle, le gouvernement turc et la population turque cultivent ces lieux et régions de mémoire et dans cette attitude même nous devrions enfin reconnaître des liens communs qui nous unissent au lieu de nous évertuer à élargir sans cesse l'inventaire de nos différences réelles, certes, mais pas insurmontables.

Au cours d'un récent voyage d'exploration touristique et historique dans le cœur de cette Anatolie si riche en vestiges du passé, nous avons pu nous rendre compte des efforts extraordinaires accomplis par les gouvernements turcs successifs pour développer économiquement cette région et mettre en valeur en même temps ses atouts culturels. En prenant comme porte d'entrée et de sortie la ville d'Antalya, devenue entre-temps une espèce de métropole touristique populaire sur la côte méditerranéenne turque, nous avons mis immédiatement le cap sur la Cappadoce en passant par la ville de Konya.

Konya n'est pas seulement célèbre pour abriter dans ses parages les ruines de la plus ancienne ville connue dans l'histoire, Catalhöyük, remontant jusqu'au néolithique, c'est-à-dire entre les VII^e et VI^e millénaires avant Jésus-Christ. Beaucoup plus tard, Konya de-

vint la capitale de l'empire seldjoukide après la défaite écrasante de l'armée byzantine à la bataille de Manzikert en 1071. La belle et austère mosquée d'Alaaddin rappelle cette heure de gloire de la ville qui devint également la pépinière des derwishes dansants dont le légendaire Celaleddin Rumi avait été le fondateur au XIII^e siècle.

À partir de Konya nous passâmes à Nevşehir, situé au cœur de la région de Göreme, célèbre pour ses formations géologiques naturelles extraordinaires qui hébergent depuis le IV^e jusqu'au XIV^e siècle d'innombrables petites églises souterraines taillées dans le tuf volcanique ainsi que de véritables cités souterraines, refuges des popula-

tions chrétiennes aux périodes de persécutions par les empereurs romains d'abord jusqu'au IV^e siècle, puis par les nouveaux envahisseurs seldjouks, ottomans ou mongols jusqu'au XV^e siècle. Les plus grands trouble-fêtes cependant étaient les Croisés, dont les exactions contre les populations musulmanes ont évidemment provoqué des réactions non moins sanguinaires de leur part. Cependant, très vite après, la situation s'est calmée et une longue période de tolérance s'est établie sous les sultans ottomans jusqu'au XIX^e siècle, quand le réveil nationaliste des populations chrétiennes des Balkans a ressuscité les démons du fanatisme religieux de l'intolérance et de la guerre sainte.

Les quatre journées passées au cœur de la Cappadoce ont permis de visiter quelques-unes des plus belles églises byzantines qui ont sauvé des fresques magnifiques des XI^e et XII^e siècles encore plus ou moins intactes ou restaurées, à côté d'autres gravement endommagées par l'usure du temps, l'intolérance religieuse endémique ou le vandalisme du tourisme moderne. Les infrastructures routières nouvellement créées, les lieux d'hébergement modernes mis en place, les anciennes activités économiques, poterie et fabrication de tapis, ressuscitées et modernisées sont autant de preuves que les populations locales, loin d'être rétrogrades, ont bien pris en main les atouts de leur destin économique, culturel et touristique. Aucune trace de xénophobie ni de rejet des étrangers visiteurs qui viennent du monde entier, au contraire une ouverture d'esprit étonnante et une curiosité insatiable pour leurs pays d'origine, une



Göreme, Cappadoce, célèbre pour ses extraordinaires formations géologiques

Partez découvrir la Turquie

et son long passé historique



Renseignements:

LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg • Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h



Nemrut Dagı, têtes de statues colossales du mausolée d'Antioche, Roi de Commagène

sympathie naturelle à bien les recevoir sans arrière-pensées affairistes mais par hospitalité tout simplement. On se sent à l'aise, bien reçu et respecté, une véritable révélation et un contraste favorable avec une réputation médiatique souvent peu objective.

À partir de Nevşehir notre route remonta vers le Nord-Est en direction de Bogazkale, nom turc derrière lequel se cache la capitale de l'ancien empire hittite, Hattusa. Hattusa, capitale et forteresse en même temps de l'empire hittite encore peu connu dans l'histoire du XVIII^e au XIII^e siècle, a dominé l'Anatolie jusqu'aux confins de la Syrie. Au lendemain d'une bataille indécise avec les Égyptiens sous Ramsès II, les deux grandes puissances de l'époque, après avoir mesuré leurs forces, conclurent le premier traité de paix connu dans l'histoire autour de l'année 1264 avant J-C. en écriture cunéiforme et en caractères hiéroglyphes. Même si l'empire hittite n'a pas pu résister aux attaques des peuples de la mer autour de 1200, l'emplacement de leur capitale Hattusa aux proportions monumentales n'a rien à envier aux murs cyclopéens de Mycènes et témoigne toujours de son ancienne grandeur encore à peine explorée de nos jours.

En descendant vers le Sud-Est nous avons mis pied à terre dans la ville de

Malatya, capitale de l'abricotier dont la culture est très populaire en Turquie, non loin du fameux Mont Nemrut, but de notre trajet. Le Mont Nemrut (Nemrut Dagı) est célèbre par le mausolée d'Antioche, Roi de Commagène, État de moyenne importance qui, tout comme Pergame, survécut grâce à sa politique de bascule entre l'empire romain et celui des Séleucides héritiers d'Alexandre le Grand. Antioche I^{er}, son roi le plus connu, se fit ériger en imitation des pharaons égyptiens un mausolée au sommet du Mont Nemrut avec deux terrasses monumentales. Y trônent les statues colossales d'Antioche lui-même en compagnie de quatre grandes figures de l'Olympe classique, Zeus, Apollon, Hercule et Tyché, déesse de la Fortune, entourées de deux lions et de deux aigles. Même si les statues ne sont plus intactes, le site ne demeure pas moins imposant par sa vue panoramique, témoignage saisissant de la richesse d'un souverain du Commagène ayant survécu entre les Grands de l'époque. En route vers l'ancienne ville d'Antioche, actuellement Antakya, l'une des capitales des Séleucides, grand centre intellectuel et culturel de l'Antiquité à côté d'Alexandrie et de Constantinople, nous nous arrêtons à Gaziantep, grande ville de la Turquie du Sud-Est avec un mil-



Hattusa, vaste site monumental capitale forteresse des Hittites

lion et demi d'habitants. Elle possède un musée archéologique flambant neuf avec de véritables merveilles de mosaïques romaines. On y trouve des épisodes de la légende des anciens dieux grecs, Zeus, Dionysos, Apollon, Aphrodite, Arès et bien d'autres. Par chance, elles ont été découvertes et récupérées dans des villas de Zeugma, l'ancienne Séleucie sur l'Euphrate, sauvées in extremis des mains de pillards d'anciennes œuvres d'art ainsi que des eaux du barrage Atatürk aussi important pour la Turquie du Sud-Est que le barrage d'Assouan pour le développement de la Haute-Égypte. Dans le nouveau musée archéologique de Gaziantep, les autorités turques ont accompli un travail de restauration et de présentation scientifique remarquable de dizaines de mosaïques, parmi lesquelles «La Gitane», devenue par ce surnom contemporain le modèle-phare du musée, à l'instar de «La Joconde» du Louvre.

Nous fîmes par après escale à Antakya, l'ancienne Antioche des Séleucides. En grande partie détruite par un tremblement de terre, elle ne s'en est jamais tout à fait remise et est actuellement une ville provinciale sur la frontière syrienne, avec un demi-million d'habitants, qui respire le cosmopolitisme moyen-oriental du proche Liban. C'est à juste titre qu'elle affiche toute sa fierté dans la coexistence pacifique des grandes religions issues du Croissant fertile, les trois variantes du Christianisme (catholique, protestante, orthodoxe), le Judaïsme et l'Islam avec ses propres variantes. Après une courte visite à la grotte de St Pierre, première église du christianisme naissant, nous nous mîmes en route vers l'Ouest, longeant la côte incroyablement riche en monuments romains dont les ruines sont autrement spectaculaires que celles beaucoup mieux connues de l'Europe du Sud. Encore faut-il noter que la partie méditerranéenne orientale de la Turquie est beaucoup moins connue que sa partie occidentale ou la côte de la mer Égée, mais pour autant elle n'est pas moins riche. Il y a d'abord Silifke, ville de cent mille habitants avec un temple de Zeus dont les colonnes survivantes ont été mises à bon usage par des cigognes qui y ont installé leurs nids. À quelques kilomètres à l'intérieur, un monument discret rappelle que c'était là que l'empereur Frédéric Barberousse s'est noyé dans les eaux froides du fleuve Göksu au cours de la troisième croisade. À trente kilomètres à l'intérieur, en remontant déjà un peu les pentes du Taurus, on arrive dans un village perdu du nom turc d'Uzuncaburç. À l'époque romaine, c'était une ville stratégique du nom de Diocésarée. Parmi d'autres vestiges importants s'élève un temple de Zeus avec une vingtaine de colonnes corinthiennes toujours debout, en attendant d'être restaurées un jour ou de s'effondrer complètement, faute de moyens

financiers. Plus loin à mi-parcours vers Antalya se dresse le château-fort d'Anamur, byzantin d'abord, devenu forteresse des Croisés et enfin repris par les Seldjouks, en bon état et devenu depuis la coulisse recherchée de films historiques.

À l'approche d'Antalya, nous nous arrêtons à deux sites romains remarquables entre beaucoup d'autres. D'abord, Side sur la côte, ville et port abritant des temples, l'un en l'honneur d'Apollon, l'autre dédié à Athéna, et un vaste théâtre capable d'accueillir plus de 17.000 spectateurs, le plus large de l'ancienne Pamphylie, témoignage d'une vie culturelle très intense. Aux portes d'Antalya se trouve, légèrement en retrait dans les collines, l'ancienne ville d'Aspendos qui, à côté d'autres monuments, temples et un aqueduc, abrite un amphithéâtre romain en parfait état. S'y déroule chaque année après la mi-juin le Festival d'Aspendos, d'Opéra et de Ballet avec à l'affiche des œuvres de Verdi évoquant irrésistiblement les représentations de Vérone. En pleine Turquie, on se sent parfaitement dans un environnement intellectuel et artistique occidental, et les Turcs ne ménagent pas leurs efforts pour promouvoir cet aspect de leur vie culturelle, antidote bienfaisant qui corrige l'image plutôt ambiguë et inquiétante parmi les médias de l'U.E. d'une Turquie étrangère.

L'image de marque d'un pays met du temps à changer pour le mieux. La jeune République turque de Kemal Atatürk, créée au lendemain de la Première Guerre mondiale malgré la révolution kémalienne dont elle est issue et qui l'a mise en route vers l'Occident, garde toujours sur elle des séquelles du passé. À côté du retour notoire de l'Islam dans la vie publique aux dépens du statut de la laïcité de la Constitution turque, il y a le cliché séculaire du Turc comme l'ennemi du monde occidental. Le même préjugé s'est d'ailleurs cristallisé aussi sur l'image des Persans et des Arabes considérés comme des ennemis séculaires depuis toujours alors qu'au contraire ils ont été les auteurs de grandes civilisations précédant de loin celles du monde occidental après la Renaissance. Pourtant nous mettons du temps à le reconnaître et à corriger notre attitude.

Il est vrai que l'actuel gouvernement iranien, par sa politique générale, ne facilite pas ce revirement. Tel n'est pas le cas du gouvernement turc, bien au contraire. Voyager en Anatolie c'est en grande partie rendre visite à un très long passé historique, qui n'est pas seulement celui des Turcs, mais qui est aussi et surtout le nôtre.

Il serait temps de le comprendre et d'en tirer les leçons. Une fois de plus il se vérifie que voyager chez des voisins, c'est mieux apprendre à les connaître.



Aspendos, théâtre romain où se déroule chaque année le Festival d'Aspendos d'Opéra et de Ballet

Nous ne nous contentons pas de gérer vos avoirs. Nous vous délivrons un service de haute qualité et nos relations s’inscrivent dans le long terme. Nous prenons le temps de vous écouter, de vous connaître et de mériter votre confiance. Nous respectons vos besoins et vos préoccupations et nous vous proposons des solutions adaptées.

Nous faisons plus que parler investissements avec vous. Nous vous prenons en considération dans toutes vos composantes, nous abordons avec vous votre situation familiale et nous discutons de tous les problèmes liés à l’organisation et à la transmission de vos avoirs. Nous vous aidons à structurer votre patrimoine et à le préserver au moment de la transmission aux générations suivantes.

Vous êtes au centre de nos préoccupations.



AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG
MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS | VARSOVIE

WWW.KBL.LU



Service National de la Jeunesse

Le Service National de la Jeunesse
se propose d’engager

un(e) éducateur/trice gradué(e)

à 40 heures/semaine et à durée indéterminée à partir du 15.09.11

Profil demandé:

Les candidat(e)s aux postes d’employé(e)s doivent être détenteurs/détentrices d’un diplôme universitaire ou à caractère universitaire sanctionnant un cycle d’études complet d’au moins trois années en sciences sociales et éducatives ou bien présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes par le ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions.

Missions:

Le poste se situe dans le contexte du Centre SNJ Marienthal et les tâches y relatives sont les suivantes:

- organisation de la Freestyle Tour;
- organisation de formations pour animateurs;
- publications pédagogiques.

un(e) éducateur/trice gradué(e)

**à 40 heures/semaine et à durée déterminée
du 15.09.11 au 31.03.2013**

Missions:

Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations
(du lundi au vendredi de 09h30 à 11h30): 26 77 77 77

afas@cgfp.lu
http://www.cgfp.lu/cgfp_services

AFAS **CGFP**
Association de Formation
et d'Appui scolaires a.s.b.l.

POSTES VACANTS AUPRES DE L'ETAT

LE MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE SE PROPOSE D'ENGAGER

3 EMPLOYÉ(ES) DE L'ÉTAT DE LA CARRIÈRE S (M/F) (RÉF: PV101/1505-IC)
À DURÉE INDÉTERMINÉE ET À TÂCHE COMPLÈTE POUR LES BESOINS DE LA POLICE GRAND-DUCALE

Formation demandée:

- Peuvent concourir les candidat(e)s de nationalité luxembourgeoise qui sont titulaires soit d'un diplôme d'études universitaires sanctionnant un cycle complet d'au moins quatre années en droit ou en économie ou équivalent, soit d'un Master en droit ou en économie ou équivalent
- D'autre part, les candidat(e)s doivent faire preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administratives. Ils/elles doivent être en mesure de s'intégrer dans des équipes d'enquêtes judiciaires et disposer d'une disponibilité et flexibilité
- Priorité sera donnée aux candidat(e)s pouvant se prévaloir d'une expérience professionnelle en droit financier et économique de 15 ans au moins

Description des postes:

- Travaux d'analyse et d'appui dans le cadre d'enquêtes judiciaires en matière économique et financière ainsi que de blanchiment de capitaux
- Recueil et synthèse de renseignements, analyse de documentation ainsi que rédaction de rapports circonstanciés se destinant aux autorités judiciaires et administratives

Dépôt des candidatures:

Les dossiers de candidature sont à envoyer jusqu'au **1^{er} octobre 2012 inclus** au:

Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative
- Centralisation -
63, avenue de la Liberté
B.P. 1807
L-1018 Luxembourg

La candidature doit obligatoirement être accompagnée:

1. d'une demande de candidature manuscrite
2. du numéro de matricule national complet de 11 chiffres
3. d'un extrait de l'acte de naissance
4. d'une copie de la carte d'identité ou du passeport
5. d'une photo de passeport récente
6. d'un extrait du casier judiciaire datant de moins de deux mois à la date de la présentation de la demande
7. d'une copie du/des diplômes et/ou certificats requis pour la formation demandée
8. du curriculum vitae rempli sur formulaire prescrit certifié sincère et mentionnant de façon détaillée notamment les périodes exactes des études (http://www.fonction-publique.public.lu/fr/formulaires/centralisation/cv_employees.pdf)

Les candidats présentant des diplômes étrangers sont priés de joindre:

- l'équivalence du baccalauréat étranger, délivrée par le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
- l'arrêté d'homologation ou l'inscription au registre des titres des diplômes universitaires, délivré par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le Ministère fera parvenir aux candidat(e)s, après réception de leur candidature, leur numéro de référence qui est à rappeler lors de toute correspondance.

Les candidats figurant à la liste de réserve et auxquels un numéro de référence a d'ores et déjà été attribué, se limiteront à contacter téléphoniquement le service "centralisation"

(uniquement le matin de 08h00-12h00) aux numéros 247-83095 et/ou 247-83133, afin de communiquer les références des postes vacants auxquels ils désirent postuler.
(Communiqué par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative)
www.fonctionpublique.public.lu

Stehen Sie nicht im Abseits – Werden Sie noch heute Mitglied der



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätte „Kaweechelchen“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

Und so einfach geht's:
Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP
Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00€ (retraités/veuves: 35,00€), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

Ascenseur d'escalier



... liberté de mouvement
à chaque niveau

Partout au Luxembourg !
Esthétique et discret !
Fabrication Thyssen !

Information :
ThyssenKrupp Ascenseurs s.à r.l.
Z.A. Weiergewan
22, rue Edmond Reuter
L-5326 Contern

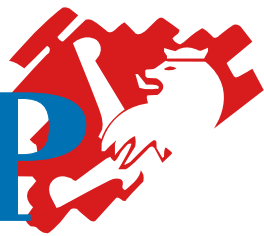
Tél. : 40 08 96
Fax : 40 08 99



ThyssenKrupp Ascenseurs

CGFP

Votre assurance professionnelle



B

B

IMMOBILIER

BINGEN & ASSOCIÉS

B

ESTIMATION (onverbindlech) a VENTE vun Ärem Haus, Appartement oder Terrain

7 rue du Marché
L-9260 Diekirch
T 26 81 13 99
dan.watgen@b-immobilier.lu

44 rue de Vianden
L-2680 Luxembourg
T 26 44 13 88
marc.rauchs@b-immobilier.lu

www.b-immobilier.lu

B

Miles & More
Lufthansa

Luxair



Souscrivez dès maintenant et bénéficiez
d'avantages attrayants!
Infos sur www.miles.lu, souscription dans votre agence BCEE
**Décision rapide récompensée: jusqu'à 250 € de remise
sur votre prochain vol Luxair***

Exclusivité BCEE

CUMULEZ DES MILES! SUR TERRE ET DANS LES AIRS.

Cumulez des Miles de prime à chacun de vos achats. Et profitez-en deux fois plus chez Luxair*
et tous les autres partenaires Miles & More!



SPUERKEESS
Äert Liewen. Är Bank.

* à l'exclusion des vols et voyages LuxairTours, voir conditions générales de vente Luxair disponibles sur www.miles.lu

Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775, www.bcee.lu, tél. (+352) 4015-1

Kaweechelchen

Foyer
de jour
CGFP

Pour tout
renseignement
s'adresser à
Mme Renée Groff,
directrice

36, rue J.B. Esch
L-1473 Luxembourg
Tél.: 25 03 54
Fax: 25 28 84



D'ARMÉI, ENG ERAUSFUERDERUNG FIR DECH

An der Arméi léiers du deng Limiten z'iwierwannen an däi perséinlecht Potential z'entwéckelen. Du bass een Deel vun engem staarken Team a setz
dech fir anerer an. Du gëss op deng Missiounen virbereet a baus dir deng professionnell Zukunft op. Déi kann an der Arméi sinn oder anzwousch anescht.

D'Lëtzebuurger Arméi sicht jonk Leit fir de Fräiwëllegendéngscht.

Nächst Anzéien ass de **07. Januar 2013**

INFOTELEFON 8002-4888

» Stéchdatum fir den Aschreiwungsformular
eran ze schécken ass de **17. Oktober 2012**



LËTZEBUURGER ARMÉI
www.armee.lu • info@armee.lu

Exklusiv für CGFP-Mitglieder

Wartezeitenenerlass bis 31. Dezember 2012

Informationen aus aktuellem Anlass

Nach einem Urteil des Europäischen Gerichtshofes vom 1. März 2011 müssen Assekuranzen ab 21. Dezember 2012 Unisex-Tarife anbieten. Hintergrund für diese Entscheidung und grundlegendes Prinzip der EU ist, dass Frauen und Männer gleichgestellt sein müssen und die Beiträge anzugleichen sind. In der Praxis war es bislang so, dass bei den versicherungstechnischen Kalkulationen das Geschlecht berücksichtigt wurde. Frauen mussten in Folge dessen einen oft höheren Beitrag zahlen, weil sie, statistisch gesehen, eine längere Lebenserwartung haben.

Laut Europäischem Gerichtshof diskriminiert diese Vorgehensweise Frauen. Der EuGH hat darum entschieden, dass das Geschlecht künftig die Versicherungsbeiträge nicht beeinflussen darf.

Die europäische Gleichstellungsrichtlinie verlangt grundsätzlich schon seit dem 21. Dezember 2007 Unisex-Tarife für Versicherungen. Die derzeitige Abweichung wurde als Ausnahme formuliert, die jedoch nach der als angemessen eingeräumten Übergangsfrist von fünf Jahren nunmehr ungültig wird.

Die DKV Luxembourg, seit letztem Jahr Kooperationspartner von CGFP-Services, ist – wie alle Assekuranzen – aufgefordert, fristgerecht zum Ende des Jahres eine gleichgeschlechtliche Prämienberechnung anzubieten.



Sonderkonditionen für CGFP-Mitglieder

Für alle CGFP-Mitglieder besteht grundsätzlich die Möglichkeit, im Rahmen der Kooperation mit der DKV Luxembourg zu besonders günstigen Konditionen eine Gesundheitsvor-

Für alle CGFP-Mitglieder besteht grundsätzlich die Möglichkeit, im Rahmen der Kooperation mit der DKV Luxembourg zu besonders günstigen Konditionen eine Gesundheitsvorsorge zu treffen

sorge zu treffen – und das unabhängig von den vorgenannten Fristen. Sie macht darüber hinaus zusätzlich allen CGFP-Mitgliedern befristet bis zum 31. Dezember 2012 ein besonderes Angebot:

Jedes CGFP-Mitglied, das sich bis zum Jahresende für eine Absicherung

seiner Krankheitskosten bei der DKV Luxembourg entscheidet, kommt nach Annahme des Versicherungsvertrages in den sofortigen Genuss des Versicherungsschutzes. Die gemäß der Allgemeinen Geschäftsbedingungen üblicherweise vorgesehenen allgemeinen Wartezeiten von drei Monaten entfallen.

Das heißt sofortiger Versicherungsschutz nach Vertragsschluss für alle ambulanten und stationären Leistungen des gewählten Tarifes (mit Ausnahme der Leistungen für Schwangerschaft, Zahnersatz und Psychotherapie), und das sowohl für Frauen als auch für Männer.

Wer noch heute eine Gesundheitsvorsorge wählt, die die Versorgungslücke zu den Leistungen der gesetzlichen Krankenkasse schließt, profitiert im Gegenzug von der besten medizinischen Versorgung, die auf dem neuesten Stand der Forschung und Entwicklung basiert.

Seit 1981 ist die DKV Luxembourg leistungsstarker und zuverlässiger Partner ihrer Versicherten in Luxemburg und ermöglicht lebenslange Absicherungen.

Extra für die Mitglieder der CGFP hat die DKV Luxembourg eine Hotline und eine eigene E-Mail-Adresse, die eine sofortige Bearbeitung ihrer Anfrage garantieren, eingerichtet.

Telefon: 42 64 64-755 oder E-Mail: cgfp@dkv.lu

DKV
Luxembourg

Gut beschützt.
Ein Leben lang.

www.medienfabrik.lu

Ab dem ersten Tag. Beim Original!

Seit mehr als 30 Jahren sind wir die erfolgreichste private Krankenversicherung in Luxembourg. Unsere maßgeschneiderten Produkte bieten für jede Lebenssituation den optimalen Versicherungsschutz. Unsere Kunden schätzen uns als erfahrenen Spezialisten. Vertrauen auch Sie zukünftig auf uns! **Telefon 42 64 64-755 • www.dkv.lu • cgfp@dkv.lu**

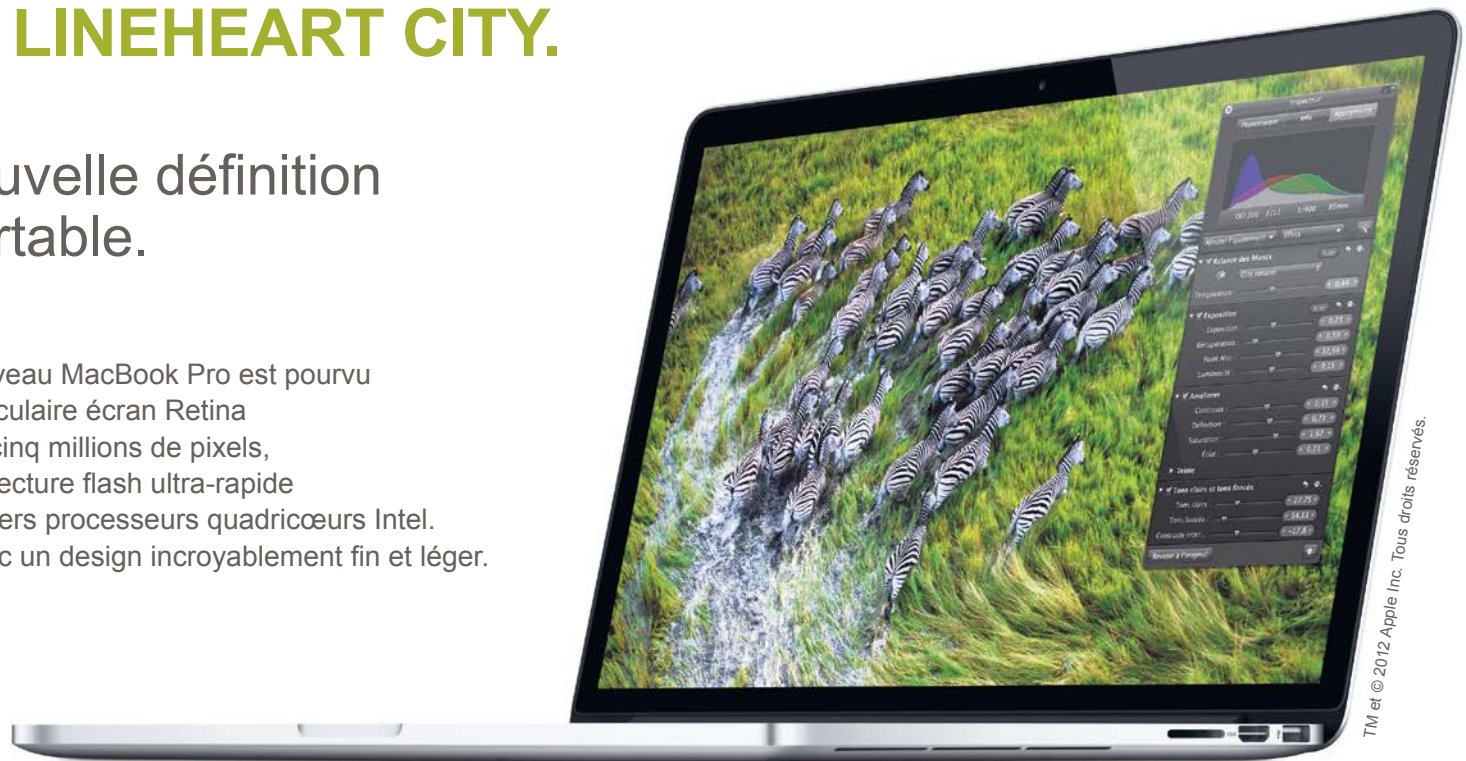
DKV – Voilà, de richtige Choix!

a member of **MUNICH HEALTH**

Venez découvrir le MacBook Pro avec écran Retina chez LINEHEART CITY.

La nouvelle définition
du portable.

Le tout nouveau MacBook Pro est pourvu
d'un spectaculaire écran Retina
de plus de cinq millions de pixels,
d'une architecture flash ultra-rapide
et des derniers processeurs quadricœurs Intel.
Le tout, avec un design incroyablement fin et léger.



Rendez-vous chez
votre expert Apple le plus proche.

LINEHEART CITY



Leudelange • Luxembourg-Ville • Esch-sur-Alzette • City Concorde • Galerie Auchan

Réussissons ensemble

Pour plus d'informations sur nos services bancaires,
n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.



**BGL
BNP PARIBAS** | La banque d'un monde qui change

bgl.lu

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A[®]WIETOR

VIANDES EN GROS

www.wietor.lu

19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87

e-mail : wietor@internet.lu





Sparen mit Spielraum

Die flexible Art, für Kinder vorzusorgen

Kinder haben Ansprüche. Und auch diese wachsen. Damit Sie die kleinen und großen Wünsche finanzieren können, sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

i BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

BHW